

Conformément à l'article 87 de la Nouvelle Loi Communale, vous êtes invité(e) à assister à la réunion du Conseil communal qui aura lieu dans la salle du Conseil communal au Centre Administratif d'Uccle, le jeudi 28 mai 2026, à 18:30.

Overeenkomstig artikel 87 van de Nieuwe Gemeentewet, wordt u uitgenodigd om de vergadering van de Gemeenteraad bij te wonen die zal plaatsvinden in de Raadzaal in het Administratief Centrum van Ukkel op donderdag 28 mei 2026, om 18:30.

Uccle, le 20 mai 2026
Ukkel, 20 mei 2026

CONSEIL COMMUNAL DU 28 MAI 2026 GEMEENTERAAD
VAN 28 MEI 2026

[NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES](#)
[AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA](#)

[SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING](#)

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

1 Interpellation citoyenne : la situation de l'ASBL Youplaboum

Burgerinterpellatie : de situatie van de vzw Youplaboum.

2 Interpellation citoyenne : une motion de la commune d'Uccle contre les visites domiciliaires.

Burgerinterpellatie : een motie van de gemeente Ukkel tegen huiszoekingen.

3 Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 23 avril 2026.

Goedkeuring van het register van de zitting van de Gemeenteraad van 23 april 2026.

**DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT
SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN**

Prévention - Preventie

4 Prévention - Plan Stratégique de sécurité et de prévention 2026.- Prolongation du plan

Le Conseil,

Considérant que la commune dispose d'un Plan stratégique de Sécurité et de Prévention (P.S.S.P.) depuis l'année 2007;

Considérant que pour l'exécution de ce Plan, le S.P.F. intérieur octroie annuellement depuis 2014 un montant de 167.388,53 euros;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 2025 portant modification de l'arrêté royal du 20 juillet 2022 relatif à la prolongation 2023-2024 des P.S.S.P 2020-2022 prolongeant le plan jusqu'au 31 décembre 2026; Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 2026 relatif aux modalités pratiques de la prolongation des P.S.S.P.; Vu le plan modifié en 2025 joint;

Considérant que le service Prévention souhaite prolonger son plan pour l'année 2026 sans modifications;

Décide : d'approuver la prolongation du Plan stratégique de Sécurité et de Prévention (P.S.S.P.) sans modifications pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026.

Preventie - Strategisch veiligheids- en preventieplan 2026 - Verlenging van het plan

De raad,

Overwegende dat de gemeente sinds 2007 een strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) heeft; Overwegende dat de FOD Binnenlandse Zaken sinds 2014 jaarlijks een bedrag van 167.388,53 euro toekent voor de uitvoering van dit plan;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2025 tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2022 betreffende de verlenging 2023-2024 van de SVPP's tot verlenging van het plan tot 31 december 2026;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 2026 betreffende de praktische modaliteiten van de verlenging van de SVPP's;

Gelet het bijgevoegde herziene plan voor 2025;

Overwegende dat de Preventiedienst zijn plan voor 2026 wil verlengen zonder wijzigingen;

Beslist :

de verlenging van het strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) zonder wijzigingen voor de periode van 1 januari 2026 tot 31 december 2026 goed te keuren.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Rénovation urbaine - Stadsvernieuwing

5 Rénovation Urbaine - Construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélos » dans le secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020, dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025 – Approbation de la convention « Exécution ».

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016, et en particulier son article 60 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 exécutant l'ordonnance précitée et adoptant la « zone de revitalisation urbaine », dite « ZRU 2016 » ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la Politique de la Ville, et notamment son article 23 ;

Vu la délibération du Collège (dossier n° 38038) en date du 24 novembre 2020 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 février 2021 octroyant une subvention de 577.806,81 € à la Commune d'Uccle dans le cadre du programme pluriannuel 2021-2025 « Politique de la Ville par le développement des quartiers » ;

Vu la convention du 30 mars 2021 conclue entre la Commune d'Uccle et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'octroi de ladite subvention, pour un programme comprenant l'étude et la réalisation d'un équipement culturel (« Bibliothèque du Merlo ») et d'un équipement de cohésion sociale (« Atelier-Vélo ») dans le secteur stratégique du Merlo, au sein de la ZRU 2020 ;

Vu la délibération du Collège du 24 novembre 2020 (dossier 38038/0047) relative à l'appel à projets dans le cadre du programme « Politique de la Ville » 2021-2025 ;

Vu le marché de services conclu par BINHÔME s.c., désignant le bureau d'étude V+ CLN Architects pour le développement du site du Merlo (propriété de BINHÔME), incluant l'étude d'implantation, ainsi que les études foncière et financière de la « Bibliothèque du Merlo » et de l'« Atelier-Vélos » ;

Considérant la signature de six conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage entre BINHÔME et la Commune d'Uccle, respectivement en date des 29 septembre 2021 (Etude de faisabilité n°1), 24 mars 2022 (étude de faisabilité n°2), 5 décembre 2023 (avant-projet) et 1er octobre 2024 (Permis d'urbanisme), 12 décembre 2025 (Base adjudication) et 24 mars 2026 (Financement) pour la construction des équipements susmentionnés ;

Vu la délivrance du permis d'urbanisme le 25 novembre 2025 par le Service public régional Bruxelles Urbanisme & Patrimoine (Réf. 16/PFD/1940908) ;

Considérant qu'une septième convention de délégation de maîtrise d'ouvrage est à conclure entre la Commune et BINHÔME, afin de définir les modalités de l'exécution du marché de travaux en vue de la procédure de marché et de l'attribution de celui-ci ;

Considérant que BINHÔME a transmis un projet de convention, examiné et relu par le Service de la Rénovation Urbaine ainsi que par le Service des Propriétés Communales – Régie Foncière ;

Considérant que le Conseil communal a approuvé les termes de la convention avec BINHÔME dans le cadre de la sixième phase « Financement » du projet « Merlo », relative au lancement et à l'attribution du marché de travaux pour la réalisation de la Bibliothèque du Merlo et de l'Atelier-Vélo ;

Considérant que ladite convention fixe les modalités d'engagement ainsi que les droits et obligations réciproques des parties ;

Considérant que la convention prévoit notamment que BINHÔME mènera, au nom et pour compte de la Commune, l'ensemble des actes nécessaires au lancement et à l'attribution du marché public, en conformité avec la législation en vigueur, tandis que la Commune s'engage à collaborer activement à l'élaboration et à la validation du dossier de marché de travaux ;

Considérant que la convention précise que le marché sera publié sous la forme d'une procédure ouverte avec publicité européenne, que l'attribution interviendra après concertation entre les parties et que, le cas échéant, une procédure concurrentielle avec négociation pourra être engagée, sans que la Commune puisse invoquer l'annulation de la première procédure comme motif de résiliation ;

Considérant que la Commune prend en charge les frais relatifs aux constructions dont elle est bénéficiaire ;

Considérant que la délégation de maîtrise d'ouvrage est effectuée à titre gracieux, les frais liés aux prestations des auteurs de projet et marché de travaux étant supportés par la Commune ;

Considérant que la convention instaure une organisation de communication et de coopération fondée sur l'échange régulier d'informations et la validation conjointe de toute communication publique ;

Considérant que la convention s'applique jusqu'à la réception définitive des travaux et à la livraison finale des bâtiments et prévoit les modalités de résiliation, de nullité et de règlement des litiges ; Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide :

- D'approuver la convention à conclure entre la Commune d'Uccle et la Société Immobilière de Service Public BINHÔME sc., relative à l'exécution du marché de travaux de la construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « AtelierVélos », situés dans le secteur statique du Merlo, au sein de la zone de revitalisation urbaine 2020, dans le cadre du programme régional « Politique de la Ville 2021-2025 », telle que jointe à la présente délibération ;

- De prendre acte que ladite convention fixe les modalités d'exécution du marché de travaux et des honoraires des auteurs de projet ainsi que des factures de l'entrepreneur chargé des travaux, dans le cadre du marché public de travaux à lancer et à attribuer par BINHÔME, agissant au nom et pour compte de la Commune en vertu de la délégation de maîtrise d'ouvrage consentie ;

- De prendre acte que la répartition financière entre la Commune d'Uccle et BINHÔME est établie sur la base des quotas/millièmes déterminés par le géomètre désigné, chaque partie s'engageant à honorer, dans les délais contractuels, les factures correspondant à sa quote-part, sans que les délais de paiement ne puissent compromettre la continuité ni l'achèvement des travaux ;

- De prendre acte que les imprévus et suppléments éventuels sont répartis entre les parties selon les mêmes quotas et que, pour la Commune, tout dépassement du plafond budgétaire approuvé est soumis à une approbation préalable du Conseil communal ;

- De prendre acte des conditions et échéances impératives attachées à la liquidation de la subvention régionale « Politique de la Ville 2021-2025 », notamment l'attribution des marchés de travaux avant le 28 février 2027, l'admissibilité exclusive des factures datées avant le 31 août 2028 et l'introduction des justificatifs et du décompte final au plus tard le 28 février 2029, le solde éventuel de l'opération demeurant à charge du budget communal ;

- De prendre acte que tout retard imputable à l'entrepreneur ayant pour conséquence une perte totale ou partielle du subside régional entraînera l'obligation pour celui-ci de rembourser à la Commune le montant du subside non liquidé, sans préjudice de l'application des pénalités contractuelles et de toute indemnisation complémentaire ;

- De charger le Collège des Bourgmestre et Échevins de l'exécution de la présente délibération et de la signature de la convention ainsi que de tout acte nécessaire à sa mise en œuvre.

L'impact financier sera calculé sur base du résultat de la mission du bureau d'études dans le cadre de la convention "Base Adjudication" approuvée par le Conseil en date du 27.11.2025, ainsi que de la négociation sur l'emphytéose.

Stadsvernieuwing - Bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" in sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025 Goedkeuring van de overeenkomst "Financiering".

De raad,

Gelet op de organieke ordonnances betreffende de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, in het bijzonder artikel 60;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de voornoemde ordonnances en tot goedkeuring van de "zone voor stedelijke herwaardering", genaamd "ZSH 2016";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 inzake het Stadsbeleid, meer bepaald artikel 23;

Gelet op de beraadslaging van het college (dossier 38038) van 24 november 2020;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 februari 2021 tot toekenning van een subsidie van € 577.806,81 aan de gemeente Ukkel in het kader van het meerjarenprogramma 2021-2025 "Stadsbeleid door wijkontwikkeling";

Gelet op de overeenkomst van 30 maart 2021 tussen de gemeente Ukkel en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot de toekenning van deze subsidie voor een programma dat de studie en de verwezenlijking van een culturele voorziening ("Bibliotheek Merlo") en van een voorziening voor sociale samenhang ("Fietswerkplaats") in stadssector Merlo in de ZSH 2020 omvat;

Gelet op de beraadslaging van het college van 24 november 2020 (dossier 38038/0047) met betrekking tot de projectoproep in het kader van het programma "Stadsbeleid" 2021-2025;

Gelet op de dienstopdracht gesloten door BINHÔME cv tot aanstelling van studiebureau V+ CLN Architects voor de ontwikkeling van site Merlo (eigendom van BINHÔME), die de inplanningstudie en de functionele en financiële studie van "Bibliotheek Merlo" en van de "Fietswerkplaats" omvat;

Gelet op de beraadslaging van de raad van 19 oktober 2023 (dossier 61072) houdende goedkeuring van de overeenkomst van overdracht van bouwheerschap voor het voorontwerp;

Overwegende de ondertekening van zes overeenkomsten van overdracht van bouwheerschap tussen BINHÔME en de gemeente Ukkel, respectievelijk op 29 september 2021 (haalbaarheidsstudie 1), 24 maart 2022 (haalbaarheidsstudie 2), 5 december 2023 (voorontwerp), 1 oktober 2024 (stedenbouwkundige vergunning) en 12 december 2025 (Aanbestedingsbasis; ter ondertekening bij BINHÔME), voor de bouw van de voornoemde voorzieningen;

Gelet op de afgifte van de stedenbouwkundige vergunning op 25 november 2025 door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Stedenbouw & Erfgoed (kenmerk 16/PFD/1940908);

Overwegende dat er een zesde overeenkomst van overdracht van bouwheerschap gesloten moet worden tussen de gemeente en BINHÔME om de financieringsmodaliteiten van de opdracht van werken die momenteel onderzocht wordt (fase "Aanbestedingsbasis" lopend (AB)) te definiëren;

Overwegende dat BINHÔME een ontwerp van overeenkomst bezorgd heeft, bestudeerd en nagelezen door de dienst Stadsvernieuwing en de dienst Gemeente-eigendommen/Grondregie;

Overwegende dat de gemeenteraad de bewoordingen van de overeenkomst met BINHÔME in het kader van de vijfde fase AB van project "Merlo" met betrekking tot de lancering en de gunning van de opdracht van werken voor de verwezenlijking van Bibliotheek Merlo en van de Fietswerkplaats goedgekeurd heeft;

Overwegende dat deze overeenkomst de vastleggingsmodaliteiten en de wederzijdse rechten en plichten van de partijen bepaalt;

Overwegende dat de overeenkomst onder andere bepaalt dat BINHÔME in naam en voor rekening van de gemeente alle nodige handelingen verricht voor de lancering en de gunning van de overheidsopdracht, in overeenstemming met de geldende wetgeving, terwijl de gemeente zich ertoe verbindt actief mee te werken aan de opmaak en aan de validatie van het aanbestedingsbasisdossier;

Overwegende dat de overeenkomst verduidelijkt dat de opdracht bekendgemaakt wordt in de vorm van een openbare procedure met Europese bekendmaking, dat de gunning plaatsvindt na overleg tussen de partijen en dat er desgevallend een mededingingsprocedure met onderhandeling opgestart kan worden, zonder dat de gemeente de annulatie van de eerste procedure kan invoeren als ontbindingsmotief;

Overwegende dat de gemeente de kosten met betrekking tot de bouwwerken waarvan ze de begünstigde is voor haar rekening neemt en dat een latere afzonderlijke financieringsovereenkomst de betalingsmodaliteiten van de verschillende kosten van de verrichting detailleert;

Overwegende dat de overdracht van bouwheerschap kosteloos gebeurt, de kosten die samenhangen met de prestaties van de projectontwerpers en de opdracht van werken worden gedragen door de gemeente;

Overwegende dat de overeenkomst een organisatie van communicatie en samenwerking invoert die steunt op de regelmatige uitwisseling van informatie en de gezamenlijke validatie van alle openbare communicatie;

Overwegende dat de overeenkomst van toepassing is tot de definitieve oplevering van de werken en de finale levering van de gebouwen en voorziet in de modaliteiten voor de ontbinding, de nietigheid en de regeling van geschillen;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

- De overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en de openbare vastgoedmaatschappij BINHÔME cvmet betrekking tot de financiering van de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats", gelegen in de stadssector Merlo, in de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020, in het kader van het gewestelijk programma "Stadsbeleid 2021-2025", zoals gevoegd bij de onderhavige beraadslaging, goed te keuren;

- Ervan akte te nemen dat deze overeenkomst de financierings- en betalingsmodaliteiten van de erelonen van de projectontwerpers en van de facturen van de aannemer van de werken vaststelt, in het kader van de overheidsopdracht van werken die uitgeschreven en gegund moet worden door BINHÔME, handelend in naam en voor rekening van de gemeente krachtens de toegestane overdracht van bouwheerschap;

- Te bevestigen dat de financiële verdeling tussen de gemeente Ukkel en BINHÔME vastgesteld is op basis van de quoten/duizendsten bepaald door de aangestelde landmeter, waarbij elke partij zich ertoe verbindt de facturen die overeenstemmen met haar aandeel binnen de contractuele termijnen te betalen, zonder dat de betalingstermijnen de concurrentie of de afronding van de werken in het gedrang kunnen brengen;

- Ervan akte te nemen dat de onvoorziene uitgaven en eventuele toeslagen onder de paragrafen verdeeld worden volgens dezelfde quoten en dat voor de gemeente elke overschrijding van het goedgekeurde begrotingsplafond onderworpen is aan een voorafgaande goedkeuring van de gemeenteraad;

- Akte te nemen van de verplichte voorwaarden en deadlines die samenhangen met de betaling van de gewestelijke subsidie "Stadsbeleid 2021-2025", meer bepaald de gunning van de opdrachten van werken voor 28 februari 2027, de exclusieve toelaatbaarheid van de facturen van voor 31 augustus 2028 en de indiening van de finale bewijsstukken en van de eindafrekening uiterlijk op 28 februari 2029, waarbij het eventuele saldo van de verrichting ten laste van de gemeentebegroting blijft;

- Ervan akte te nemen dat elke vertraging te wijten aan de aannemer die een volledig of gedeeltelijk verlies van de gewestelijke subsidie als gevolg heeft leidt tot de verplichting voor hem om het bedrag van de niet-betaalde subsidie terug te betalen aan de gemeente, onverminderd de toepassing van de contractuele straffen en alle aanvullende schadevergoedingen;

-Het college van burgemeester en schepenen te belasten met de uitvoering van de onderhavige beraadslaging, de ondertekening van de overeenkomst en alle nodige handelingen voor de uitvoering ervan.

De financiële impact wordt berekend op basis van het resultaat van de opdracht van het studiebureau in het kader van de overeenkomst "Aanbestedingsbasis", goedgekeurd door de raad op 27/11/2025, en van de onderhandelingen over de erfpacht.

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

6 **Propriétés communales : Complexe sportif sis avenue d'Hougoumont, 14, faisant l'objet d'un bail emphytéotique au profit de l'ASBL « Royal Wellington Tennis et Hockey Club » – demande de diminution du canon.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 117 ;

Considérant que la Commune d'Uccle a conclu avec l'ASBL « Royal Wellington Tennis et Hockey Club » un bail emphytéotique, ci-annexé, d'une durée de vingt-sept (27) ans prenant cours le 1er janvier 2014, portant sur les terrains précédemment loués, moyennant un canon emphytéotique annuel de trente-six mille euros (36.000,00 €) ;

Considérant que des retards récurrents dans le paiement de ce canon ont été constatés au cours des dernières années, révélant des difficultés structurelles de trésorerie ;

Considérant que le club a récemment procédé à l'engagement d'un Directeur à temps plein afin d'assurer une gestion opérationnelle quotidienne plus efficiente de ses activités et de soulager le Conseil d'administration dans la prise en charge des tâches de gestion courante ;

Considérant que, malgré les solutions d'apurement proposées par la Commune, la situation financière de l'ASBL demeure contrainte, notamment en raison des charges importantes liées à l'exploitation, à l'entretien et au développement des infrastructures sportives ;

Considérant que le « Royal Wellington Tennis et Hockey Club » assume, en qualité d'emphytéote, la charge principale des investissements et de l'entretien du site, lesquels présentent un niveau élevé tant en raison de leur nature technique que de leur intensité d'utilisation ;

Considérant que le club a, au cours des dernières années, réalisé des investissements significatifs, majoritairement financés sur fonds propres et par recours à l'emprunt, ainsi que, pour certains projets, via des mécanismes de tiers-investissement, traduisant une gestion proactive et responsable de ses infrastructures ;

Considérant que ces investissements comprennent notamment :

- la réalisation d'un terrain de hockey mouillé en 2017, pour un montant d'environ trois cent quatrevingt mille euros (380.000,00 €) ;

- l'installation de bulles de tennis en 2017 et 2022 ;

- le remplacement de la chaudière en 2022, pour un montant d'environ soixante mille euros (60.000,00 €) ;
- la modernisation de l'éclairage par le passage au LED ;
- le raccordement aux égouts en 2024, pour un montant d'environ dix mille euros (10.000,00 €), avec installation d'un système de récupération des eaux de pluie ;
- la mise en conformité des installations électriques en 2024, pour un montant d'environ cinquante mille euros (50.000,00 €) ;
- ainsi que divers travaux de modernisation du clubhouse ;

Considérant que, nonobstant ces efforts, le clubhouse demeure énergivore, exposant le club à une augmentation significative des coûts énergétiques, laquelle affecte durablement son équilibre financier ;

Considérant que le club devra, à brève échéance, faire face à de nouveaux investissements indispensables, notamment le renouvellement d'un terrain de hockey, estimé à environ trois cent mille euros (300.000,00 €) ;

Considérant que la section tennis du club a connu une croissance particulièrement significative de sa fréquentation, le nombre d'élèves étant passé d'environ cent quatre-vingts (180) à six cents (600) en l'espace de trois ans, traduisant l'attractivité croissante des infrastructures et de l'encadrement proposés ;

Considérant qu'en décembre 2025, le club a repris en gestion directe l'offre de restauration présente sur le site, dans une volonté de diversification de ses recettes et d'amélioration des services proposés à ses membres et usagers ;

Considérant que le club a également fait appel à une agence externe spécialisée en communication afin de renforcer sa visibilité, son développement et la promotion de ses activités sportives auprès du public ;

Considérant qu'il ressort de l'ensemble de ces éléments que le modèle économique du club repose sur un niveau d'investissement élevé, difficilement conciliable, à court terme, avec le maintien du niveau actuel du canon emphytéotique ;

Considérant que les infrastructures concernées participent directement à l'offre sportive locale et présentent, à ce titre, un intérêt général certain pour la collectivité uccloise, en particulier en matière de formation des jeunes et d'accès au sport ;

Considérant qu'il appartient à la Commune, en sa qualité de propriétaire et dans le respect du principe de bonne administration, de veiller à la pérennité et au développement des infrastructures sportives présentes sur son territoire ;

Considérant qu'au regard de ces circonstances spécifiques, une adaptation ponctuelle du canon emphytéotique apparaît de nature à soutenir la viabilité financière du club, sans remettre en cause l'équilibre général du bail emphytéotique ;

Que cette mesure doit revêtir un caractère exceptionnel, proportionné et limité dans le temps, et ne saurait être interprétée comme une modification structurelle ou un précédent applicable à d'autres situations ;

Considérant qu'il y a lieu, dans ce cadre, d'accorder une réduction du canon emphytéotique pour les exercices 2025, 2026 et 2027, avec effet rétroactif pour l'exercice 2025 ;

Décide :

D'accorder, à titre exceptionnel et au regard des circonstances dûment motivées ci-dessus, une diminution du canon emphytéotique annuel à concurrence de quinze mille euros (15.000,00 €), pour les exercices 2025, 2026 et 2027 ;

De préciser que cette diminution s'applique rétroactivement à compter du 1er janvier 2025 ;

De préciser qu'à l'issue de cette période, soit à partir du 1er janvier 2028, le canon emphytéotique sera à nouveau dû dans son intégralité, conformément aux stipulations du bail ;

De préciser que cette mesure est exceptionnelle, proportionnée, strictement limitée dans le temps et non constitutive d'un précédent.

Gemeente-eigendommen: sportcomplex gelegen Hougomontlaan 14, dat het voorwerp uitmaakt van een erfpachtovereenkomst ten bate van vzw "Royal Wellington Tennis et Hockey Club" – vraag tot vermindering van de canon.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 ;

Overwegende dat de gemeente Ukkel met vzw "Royal Wellington Tennis et Hockey Club" de bijgevoegde erfpachtovereenkomst gesloten heeft voor een duur van zevenentwintig (27) jaar, die aanvangt op 1 januari 2024 en betrekking heeft op de voorheen gehuurde terreinen, middels een jaarlijkse erfpachtcanon van zesendertigduizend euro (€ 36.000,00) ;

Overwegende dat er de afgelopen jaren herhaaldelijke vertragingen in de betaling van deze canon vastgesteld werden, wat wijst op structurele financiële moeilijkheden ;

Overwegende dat de club onlangs een voltijdse directeur aangeworven heeft om een efficiënter dagelijks operationeel beheer van haar activiteiten te verzekeren en de raad van bestuur te ontlasten van de taken van courant beheer;

Overwegende dat, ondanks de afbetalingsoplossingen die door de gemeente voorgesteld werden, de financiële toestand van de vzw moeilijk blijft, meer bepaald wegens de grote lasten die gepaard gaan met de uitbating, het onderhoud en de ontwikkeling van de sportinfrastructuur ;

Overwegende dat de "Royal Wellington Tennis et Hockey Club" in haar hoedanigheid van erfpachter de grootste last van de investeringen en het onderhoud van de site draagt, die hoog liggen zowel door hun technische aard als door hun gebruiksintensiteit ;

Overwegende dat de club de afgelopen jaren aanzienlijke investeringen verricht heeft, voornamelijk gefinancierd met eigen middelen en via een lening, alsook voor bepaalde projecten via mechanismen van derde-investeerders, wat een proactief en verantwoord beheer van haar infrastructuur vertaalt ;

Overwegende dat deze investeringen onder andere het volgende omvatten :

- De aanleg van een waterveld in 2017 voor een bedrag van ongeveer driehonderdtachtigduizend euro (€ 380.000,00) ;
- De installatie van tennisballonnen in 2017 en 2022 ;

- De vervanging van de ketel in 2022 voor een bedrag van ongeveer zestigduizend euro (€ 60.000,00) ;
- De modernisering van de verlichting door leds ;
- De aansluiting op de riolering in 2024 voor een bedrag van ongeveer tienduizend euro (€ 10.000,00) met de installatie van een regenwateropvangsysteem ;
- Het in overeenstemming brengen van de elektrische installaties in 2024 voor een bedrag van ongeveer vijftigduizend euro (€ 50.000,00) ;
- En verschillende moderniseringswerken van het clubhuis ;

Overwegende dat het clubhuis ondanks deze inspanningen energieverwendend blijft, wat de club blootstelt aan een significante verhoging van de energiekosten, wat haar financieel evenwicht blijvend aantast ;

Overwegende dat de club op korte termijn het hoofd moet bieden aan nieuwe noodzakelijke investeringen, meer bepaald de vernieuwing van een hockeyterrein, geraamd op ongeveer driehonderdduizend euro (€ 300.000,00) ;

Overwegende dat de tennisafdeling van de club een bijzonder significante toename van het gebruik ervan kende, het aantal leerlingen is in drie jaar tijd gestegen van ongeveer honderdtachtig (180) naar zeshonderd (600), wat de toenemende aantrekkingskracht van de aangeboden infrastructuur en omkadering vertaalt;

Overwegende dat de club in december 2025 het eetaanbod op het terrein in rechtstreeks beheer overgenomen heeft in een wens om haar inkomsten te diversifiëren en de diensten aangeboden aan haar leden en gebruikers te verbeteren;

Overwegende dat de club ook een beroep gedaan heeft op een extern agentschap gespecialiseerd in communicatie om haar zichtbaarheid, haar ontwikkeling en de promotie van haar sportactiviteiten naar het publiek te verhogen;

Overwegende dat uit al deze elementen voortvloeit dat het economisch model van de club berust op een hoog investeringsniveau, dat op korte termijn moeilijk te verzoenen is met het behoud van het huidige niveau van de erfpachtcanon ;

Overwegende dat de betrokken infrastructuur rechtstreeks bijdraagt aan het lokaal sportaanbod en uit dien hoofde een zeker algemeen belang inhoudt voor de Ukkelse samenleving, in het bijzonder inzake opleiding van de jongeren en toegang tot sport ;

Overwegende dat de gemeente, in haar hoedanigheid van eigenaar en in navolging van het principe van goed bestuur, moet waken over het voortbestaan en de ontwikkeling van de sportinfrastructuur op haar grondgebied ;

Overwegende dat ten aanzien van deze specifieke omstandigheden een gerichte aanpassing van de erfpachtcanon de financiële leefbaarheid van de club kan ondersteunen, zonder het algemeen evenwicht van de erfpachtvereenkomst ter discussie te stellen ;

Overwegende dat deze maatregel een uitzonderlijk karakter moet hebben, geproportioneerd en beperkt in de tijd, en niet geïnterpreteerd mag worden als een structurele wijziging of een precedent dat toegepast kan worden op andere situaties ;

Overwegende dat er in dit kader een vermindering van de erfpachtcanon toegekend moet worden voor dienstjaar 2025, 2026 en 2027, met terugwerkende kracht voor dienstjaar 2025 ;

Beslist:

Bij wijze van uitzondering en ten aanzien van de hierboven behoorlijk gemotiveerde omstandigheden een vermindering van de jaarlijkse erfpachtcanon ten belope van vijftienduizend euro (€ 15.000,00) toe te kennen voor dienstjaar 2025, 2026 en 2027 ;

Te verduidelijken dat deze vermindering met terugwerkende kracht van toepassing is vanaf 1 januari 2025 ;

Te verduidelijken dat na deze periode, hetzij vanaf 1 januari 2028, de erfpachtcanon opnieuw volledig verschuldigd is overeenkomstig de bepalingen van de overeenkomst ;

Te verduidelijken dat deze maatregel uitzonderlijk, geproportioneerd en strikt beperkt in de tijd is en geen precedent schept.

7 **Propriétés communales : Octroi d'un subside d'investissement à l'Association Sans But Lucratif « Royale Pétanque Uccle Centre » dans le cadre des travaux de rénovation de la toiture du bâtiment situé rue Robert Scott 14 à 1180 Uccle – Approbation de la convention.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, et plus particulièrement les articles 117 et 232 ;

Considérant que l'Association Sans But Lucratif « Royale Pétanque Uccle Centre » occupe des locaux sis rue Robert Scott 14 à 1180 Uccle, en vertu d'une convention conclue avec la Commune ;

Considérant que les bâtiments occupés par l'association, et plus particulièrement les toitures, présentent un état de dégradation avancé nécessitant d'importants travaux de rénovation ;

Considérant que l'Association Sans But Lucratif « Royale Pétanque Uccle Centre » a sollicité l'octroi d'un subside d'investissement destiné à financer les travaux de réparation de la toiture du bâtiment ;

Que ces travaux sont nécessaires afin de remédier aux importantes infiltrations d'eau affectant le bon fonctionnement des activités du club ainsi que celles d'autres associations et services communaux utilisant le site ;

Considérant qu'il y a lieu d'encadrer les modalités d'octroi, de contrôle, de liquidation et de suivi du subside d'investissement accordé par la Commune ;

Considérant que l'Association Sans But Lucratif « Royale Pétanque Uccle Centre » déclare disposer de l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à l'exécution des travaux visés par la présente délibération ;

Considérant que le permis d'urbanisme référencé sous le numéro 16-48574-2026, délivré le 21 avril 2026 et notifié le 27 avril 2026, est annexé à la convention relative à l'octroi du subside d'investissement ;

Considérant que le service des Propriétés communales a préparé une convention fixant les droits et obligations des parties dans le cadre de l'octroi de ce subside ;

Décide :

- D'approuver la convention relative à l'octroi d'un subside d'investissement d'un montant de cent mille euros (100.000,00€) à l'Association Sans But Lucratif « Royale Pétanque Uccle Centre » pour les travaux de rénovation de la toiture du bâtiment situé rue Robert Scott 14 à 1180 Uccle, étant entendu qu'un acompte d'un montant de vingt-cinq mille euros (25.000,00€) sera versé après signature de la convention par les parties, et que le solde du subside sera liquidé par tranches successives en fonction de l'état d'avancement des travaux, sur production des factures relatives aux travaux exécutés, des pièces justificatives ou les demandées par la Commune ainsi que de la validation préalable des états d'avancement par le représentant communal désigné ;

- De préciser que la Commune se réserve le droit de suspendre la liquidation du subside ou d'enrôler le remboursement total ou partiel en cas de non-respect des obligations prévues par la convention, d'utilisation non conforme des fonds octroyés ou d'absence de justification suffisante des dépenses engagées.

Gemeente-eigendommen: Toekenning van een investeringssubsidie aan vereniging zonder winstoogmerk "Royale Pétanque Uccle Centre" in het kader van de renovatie van het dak van het gebouw gelegen Robert Scottstraat 14 te 1180 Ukkel - Goedkeuring van de overeenkomst.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 en 232;

Overwegende dat vereniging zonder winstoogmerk "Royale Pétanque Uccle Centre" lokalen in de Robert Scottstraat 14 te 1180 Ukkel bezet krachtens een overeenkomst met de gemeente;

Overwegende dat de door de vereniging bezette gebouwen en in het bijzonder de daken een vergoederde staat van beschadiging vertonen die grote renovatiewerken vereist;

Overwegende dat vereniging zonder winstoogmerk "Royale Pétanque Uccle Centre" de toekenning van een investeringssubsidie vraagt om de herstellingswerken van het dak van het gebouw te financieren;

Dat deze werken noodzakelijk zijn om de grote waterinsijpelingen te verhelpen, die de goede werking van de activiteiten van de club en die van andere verenigingen en gemeentediensten die het terrein gebruiken aantasten;

Overwegende dat de toekennings-, controle-, betaal- en opvolgingsmodaliteiten van de door de gemeente toegekende investeringssubsidie omkaderd moeten worden;

Overwegende dat de Vereniging Zonder Winstoogmerk « Royale Pétanque Uccle Centre » verklaart te beschikken over alle administratieve vergunningen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de werken bedoeld in onderhavige beraadslaging ;

Overwegende dat de stedenbouwkundige vergunning met referentie nummer 16-48574-2026, afgeleverd op 21 april 2026 en betekend op 27 april 2026, als bijlage werd toegevoegd aan de overeenkomst betreffende de toekenning van de investeringssubsidie ;

Overwegende dat de dienst Gemeente-eigendommen een overeenkomst voorbereid heeft die de rechten en plichten van de partijen in het kader van de toekenning van deze subsidie bepaalt ;

Beslist:

- De overeenkomst met betrekking tot de toekenning van een investeringssubsidie voor een bedrag van honderdduizend euro (€ 100.000,00) aan vereniging zonder winstoogmerk "Royale Pétanque Uccle Centre" voor de renovatiewerken van het dak van het gebouw in de Robert Sco straat 14 te 1180 Ukkel goed te keuren, met dien verstande dat een voorschot van vijftien duizend euro (€ 25.000,00) gestort wordt na ondertekening van de overeenkomst door de partijen en dat het saldo van de subsidie in opeenvolgende schijven betaald wordt naargelang de voortgang van de werken, op voorlegging van de facturen voor de uitgevoerde werken, de nu geleverde bewijsstukken die door de gemeente gevraagd worden en de voorafgaande bekrachtiging van de vorderingsstaten door de aangeduide gemeentelijke vertegenwoordiger;

- Te verduidelijken dat de gemeente zich het recht voorbehoudt om de betaling van de subsidie op te schorten of de volledige of gedeeltelijke terugbetaling ervan te eisen in geval van niet-naleving van de verplichtingen waarin de overeenkomst voorziet, niet-conforme aanwending van de toegekende middelen of gebrek aan toereikende rechtvaardiging van de gemaakte uitgaven.

8 L'urgence est demandée - Propriétés communales – Pavillon Louis XV – Dégradations constatées à la suite de l'enlèvement d'équipements dans le cadre de la faillite de l'exploitant « Le Rabassier » – Approbation d'un accord transactionnel avec AXA via le bureau d'expertise SIMON, SPRUYTTE & C° (Complémentaire)

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement les articles 117 et 232 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 mai 2023 approuvant le projet de contrat de concession domaniale portant sur le bâtiment dénommé « Pavillon Louis XV », sis avenue du Wolvendael 44 à 1180 Uccle, son perron, ses annexes et sa terrasse ;

Vu le contrat de concession domaniale conclu le 05 juillet 2023 entre la Commune d'Uccle et Monsieur Christophe Durieux et Madame Eve Renaud, portant sur l'occupation et l'exploitation, à des fins culturelles et commerciales, du Pavillon Louis XV, dépendance du domaine public située au coeur du parc de Wolvendael ;

Vu les articles 5, 10, 11, 12 et 17 du contrat de concession domaniale relatifs notamment à la garantie financière d'occupation, aux assurances, à l'état des lieux de sortie, à l'entretien des lieux, aux obligations du concessionnaire ainsi qu'aux conséquences de la résiliation de la concession ;

Considérant que le Pavillon fera incessamment l'objet d'une remise en concession domaniale et que, compte tenu de l'urgence particulière de la situation, dix-sept dossiers, réceptionnés en date du 18 mai 2026, doivent être examinés en toute diligence par le Service juridique en vue de leur présentation au prochain Conseil et afin de permettre une relocation dans les meilleurs délais ;

Considérant que la concession domaniale a pris cours le 15 juillet 2023 pour une durée de neuf années et que le concessionnaire exploitait dans ce cadre l'établissement horeca connu sous l'enseigne « Le Rabassier » au sein du Pavillon Louis XV, restaurant gastronomique destiné à valoriser le caractère historique et patrimonial du site classé du Parc de Wolvendael au travers d'une activité de restauration qualitative ;

Considérant que la faillite de l'exploitant « Le Rabassier » a été déclarée ouverte par jugement du Tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles du 25 février 2025 et que Maître François Le Gentil de Rosmorduc, Avocat, a été désigné en qualité de curateur de cette dernière ;

Considérant que la faillite de l'exploitant « Le Rabassier » est ensuite intervenue et que Maître François Le Gentil de Rosmorduc, Avocat, a été désigné en qualité de curateur de la faillite en date du 25 février 2025 ;

Considérant que, dans le cadre des opérations de liquidation des actifs dépendant de la faillite, la société « Clicpublic », spécialisée dans les ventes aux enchères publiques, notamment dans le cadre de faillites, est intervenue afin de procéder à la vente et à l'évacuation de différents équipements présents au sein du Pavillon Louis XV ;

Considérant qu'avant l'intervention de la société « Clicpublic », un état des lieux ainsi qu'un reportage photographique complet du bâtiment et de ses abords ont été réalisés le 06 mai 2025 par Monsieur Bernard Deprez, géomètre-expert immobilier assermenté près le Tribunal de première instance du Brabant wallon, afin d'objectiver l'état des lieux avant les opérations d'enlèvement des biens ;

Considérant que ces constats objectivaient que le bâtiment se trouvait, avant l'intervention du Curateur et de la société mandatée par celui-ci pour procéder à l'enlèvement des actifs de la faillite, dans un excellent état général et ne présentait aucune des dégradations constatées ultérieurement ;

Considérant que l'enlèvement des biens est intervenu en date du 28 mai 2025, sans qu'il n'ait été proposé à la Commune d'Uccle qu'un de ses représentants soit présent ou associé aux opérations d'enlèvement réalisées sur place ;

Considérant qu'à la suite de ces opérations d'enlèvement, d'importantes dégradations ont été constatées à l'intérieur du Pavillon Louis XV, notamment au niveau des espaces de cuisine, de l'entrée et des sanitaires, plusieurs équipements incorporés au bâtiment ayant été démontés ou arrachés, parmi lesquels un évier de cuisine, une hotte ainsi qu'un évier sanitaire de marque « Villeroy & Boch », provoquant notamment des détériorations aux murs, plafonds, faux plafonds, carrelages, raccordements techniques et éléments de finition ;

Considérant qu'au cours des échanges contradictoires intervenus dans le cadre du présent dossier, les représentants de la société « Clicpublic » ont reconnu que les opérations de démontage et d'enlèvement des biens n'avaient pas fait l'objet d'une supervision rigoureuse sur place, les acheteurs ayant procédé eux-mêmes, de manière largement autonome, au démontage et à l'enlèvement des équipements acquis, selon leurs propres modalités d'intervention ;

Considérant que la Commune d'Uccle a dénoncé ces dégradations auprès du curateur et a organisé plusieurs échanges contradictoires ainsi qu'une réunion sur place en présence des différentes parties concernées ;

Considérant que la Commune soutenait que les dégradations constatées étaient manifestement postérieures aux opérations d'enlèvement et présentaient un lien direct avec les interventions réalisées dans le cadre de la liquidation des actifs de la faillite ;

Considérant qu'afin d'objectiver l'étendue du préjudice subi, la Commune a fait établir un devis détaillé relatif aux réparations intérieures du Pavillon Louis XV pour un montant total de vingt-quatre mille cinq

cents euros et soixante-cinq cents hors TVA (24.500,65 € HTVA), correspondant à vingt-cinq mille neuf cent septante euros et soixante-neuf cents toutes taxes comprises (25.970,69 € TVAC)

;

Considérant que ce devis portait notamment sur l'établissement de l'état des lieux de sortie, les réparations ponctuelles et remises en peinture dans les espaces d'entrée et de cuisine, la remise en état des murs, plafonds et faux plafonds, la réparation et le remplacement de certains carrelages, la remise en état d'équipements électriques et sanitaires ainsi que diverses interventions rendues nécessaires à la suite des dégradations constatées ;

Considérant que la compagnie AXA a chargé le bureau d'expertise SIMON, SPRUYTTE & C°, référencé sous le numéro 94141/MV, de l'analyse technique du dossier et de l'évaluation contradictoire des dommages invoqués ;

Considérant que plusieurs réunions, visites sur place, échanges de courriers et analyses contradictoires sont intervenus entre la Commune d'Uccle, le bureau d'expertise, le curateur et les représentants de la société « Clicpublic » ;

Considérant qu'à l'issue de ces échanges, certains postes de dommages ont été partiellement admis par le bureau d'expertise tandis que d'autres sont demeurés contestés, notamment en raison de discussions relatives au lien causal, à la vétusté de certains éléments, à l'état antérieur des lieux ou encore à l'existence d'éventuelles causes extérieures aux opérations d'enlèvement ;

Considérant qu'à l'issue de sa première analyse technique, le bureau d'expertise SIMON, SPRUYTTE & C° avait initialement évalué le dommage à un montant de cinq mille deux cent nonante-cinq euros (5.295,00 €) en valeur à neuf et à un montant de trois mille deux cent quarantecinq euros (3.245,00 €) en valeur réelle ;

Qu'à la suite des observations complémentaires formulées par la Commune d'Uccle, de la transmission de pièces justificatives additionnelles ainsi que des échanges contradictoires intervenus entre les parties, le bureau d'expertise a procédé à une révision de son décompte et a finalement évalué le dommage à un montant de cinq mille six cent nonante-cinq euros (5.695,00 €) en valeur à neuf et à un montant de quatre mille trois cent quarante-cinq euros (4.345,00 €) en valeur réelle ;

Considérant que, dans le cadre d'une tentative de résolution amiable du litige et afin de mettre un terme définitif au différend opposant les différentes parties, le bureau d'expertise a finalement proposé un accord transactionnel forfaitaire à concurrence d'un montant de six mille cinq cents euros toutes taxes comprises (6.500,00 € TVAC), pour solde de tout compte ;

Considérant que, malgré le maintien par la Commune d'une contestation quant à l'évaluation intégrale du préjudice subi et quant à certains postes de dommages demeurés litigieux, des incertitudes subsistent néanmoins quant à l'établissement certain du lien causal pour l'ensemble des postes réclamés, notamment en raison de la difficulté d'identifier avec certitude si les dégradations constatées résultent directement des interventions du Curateur, de la société « Clicpublic », des acquéreurs ayant procédé eux-mêmes au démontage des équipements vendus ou encore d'interventions ultérieures de tiers, le Pavillon Louis XV ayant par ailleurs fait l'objet, postérieurement aux opérations d'enlèvement, d'un bris de lucarne ainsi que du bris d'une vitre ;

Considérant qu'il apparaît dès lors opportun, dans un souci de bonne administration, de proportionnalité et de préservation des intérêts financiers de la Commune, d'éviter les aléas, délais, frais d'expertise complémentaires ainsi que les coûts inhérents à l'introduction et à la poursuite d'une procédure judiciaire ;

Considérant qu'un document de libération de la garantie financière a, par ailleurs, finalement été réceptionné dûment contresigné en date du 13 mai 2026, permettant ainsi à la Commune d'Uccle de

récupérer le montant de la garantie constituée dans le cadre de la concession domaniale qui s'élève à six mille euros (6.000,00€) ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'accepter la proposition transactionnelle formulée dans le cadre du dossier AXA référencé 94141/MV ;

Décide :

- D'approuver les termes de l'accord transactionnel proposé par le bureau d'expertise SIMON, SPRUYTTE & C° dans le cadre du dossier relatif aux dégradations constatées au Pavillon Louis XV à la suite des opérations d'enlèvement réalisées dans le contexte de la faillite de l'exploitant « Le Rabassier » ;

- D'accepter le montant forfaitaire définitif de six mille cinq cents euros toutes taxes comprises (6.500,00 € TVAC) proposé pour solde de tout compte ;

- De prendre acte de la réception, en date du 13 mai 2026, du document de libération de la garantielocative (6.000,00€), ci-annexé et dûment contresigné.

Hoogdringendheid wordt gevraagd - Gemeente-eigendommen - Paviljoen Lodewijk XV Schade vastgesteld na de verwijdering van uitrustingen in het kader van het faillissement van uitbater "Le Rabassier" - Goedkeuring van een dadingsovereenkomst met AXA via het expertisebureau SIMON, SPRUYTTE & C°. (Aanvullend)

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 en 232;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 25 mei 2023 tot goedkeuring van het ontwerp van domeinconcessieovereenkomst met betrekking tot het gebouw "Paviljoen Lodewijk XV", gelegen Wolvendaellaan 44 te 1180 Ukkel, het bordes, de bijgebouwen en het terras ervan;

Gelet op de domeinconcessieovereenkomst die op 5 juli 2023 gesloten werd tussen de gemeente Ukkel en de heer Christophe Durieux en mevrouw Eve Renaud met betrekking tot de bezetting en de uitbating, voor culturele en commerciële doeleinden, van het Paviljoen Lodewijk XV, aanhorigheid van het openbaar domein in het Wolvendaelpark;

Gelet op artikel 5, 10, 11, 12 en 17 van de domeinconcessieovereenkomst met betrekking tot onder andere de financiële bezettingswaarborg, de verzekeringen, de plaatsbeschrijving bij vertrek, het onderhoud van de plaatsen, de verplichtingen van de concessiehouder en de gevolgen van de ontbinding van de concessie;

Overwegende dat het paviljoen zeer binnenkort het voorwerp zal uitmaken van een nieuwe domeinconcessie en dat, rekening houdend met de bijzondere hoogdringendheid van de situatie, zeventien dossiers, ontvangen op 18 mei 2026, in allerijl onderzocht moeten worden door de Juridische dienst met het oog op de voorstelling ervan aan de volgende raad en om zo snel mogelijk een herverhuur mogelijk te maken;

Overwegende dat de domeinconcessie aangevangen is op 15 juli 2023 voor een duur van negen jaar en dat de concessiehouder in het kader hiervan de horecazaak gekend onder de naam "Le Rabassier" uitbaatte in het Paviljoen Lodewijk XV, een gastronomisch restaurant bestemd om de historische en

patrimoniale aard van het beschermd landschap van het Wolvendaelpark op te waarderen aan de hand van een kwalitatieve eetgelegenheid;

Overwegende dat het faillissement van uitbater "Le Rabassier" uitgesproken werd bij vonnis van de Franstalige ondernemingsrechtbank van Brussel van 25 februari 2025 en dat meester François Le Gentil de Rosmorduc, advocaat, aangesteld werd als curator van dit faillissement;

Overwegende dat in het kader van de verkoop van de activa die afhangen van het faillissement de firma "Clicpublic", gespecialiseerd in openbare veilingen, meer bepaald in het kader van faillissementen, opgetreden heeft om over te gaan tot de verkoop en de verwijdering van verschillende uitrustingen die in het Paviljoen Lodewijk XV aanwezig waren;

Overwegende dat er voor de interventie van de firma "Clicpublic" op 6 mei 2025 een plaatsbeschrijving en een volledig fotoverslag van het gebouw en de omgeving ervan opgesteld werden door de heer Bernard Deprez, beëdigd landmeter-expert van onroerende goederen bij de rechtbank van eerste aanleg van Waals-Brabant, om de plaatsbeschrijving te objectiveren voor de verwijdering van de goederen;

Overwegende dat deze vaststellingen objectiveerden dat het gebouw zich voor de interventie van de curator en van de firma die door hem gemachtigd is om over te gaan tot de verwijdering van de activa van het faillissement in een uitstekende algemene staat bevond en geen van de later vastgestelde beschadigingen vertoonde;

Overwegende dat de goederen verwijderd werden op 28 mei 2025, zonder dat er aan de gemeente Ukkel voorgesteld werd dat een van haar vertegenwoordigers aanwezig was of betrokken was bij de verwijderingsoperaties ter plaatse;

Overwegende dat er na deze verwijderingsoperaties aanzienlijke schade vastgesteld is in het Paviljoen Lodewijk XV, meer bepaald in de keuken, de inkom en het sanitair, aangezien verschillende uitrustingen die ingebouwd waren in het gebouw afgebroken of uitgetrokken werden, waaronder een gootsteen, een afzuigkap en een wastafel van het merk "Villeroy & Boch", wat beschadigingen veroorzaakte aan de muren, plafonds, valse plafonds, tegels, technische aansluitingen en afwerkings-elementen;

Overwegende dat de vertegenwoordigers van de firma "Clicpublic" tijdens de gesprekken op tegenspraak in het kader van het onderhavige dossier erkend hebben dat de afbraak- en verwijderingsoperaties van de goederen ter plaatse niet nauwgezet gecontroleerd werden aangezien de kopers zelf, grotendeels op zelfstandige basis, overgegaan zijn tot de afbraak en de verwijdering van de aangekochte uitrustingen, volgens hun eigen interventiemodaliteiten;

Overwegende dat de gemeente Ukkel deze schade aangegeven heeft aan de curator en verschillende gesprekken op tegenspraak en een vergadering ter plaatse in aanwezigheid van de verschillende betrokken partijen georganiseerd heeft;

Overwegende dat de gemeente volhield dat de vastgestelde schade duidelijk dateerde van na de verwijderingsoperaties en een rechtstreeks verband vertoonde met de ingrepen in het kader van de verkoop van de activa van het faillissement;

Overwegende dat de gemeente om de omvang van het geleden nadeel te objectiveren een gedetailleerde kostenraming voor de herstellingen in het Paviljoen Lodewijk XV heeft laten opstellen voor een totaalbedrag van vierentwintigduizend vijfhonderd euro vijfenzestig cent exclusief btw (€ 24.500,65 excl. btw), wat overeenkomt met vijfentwintigduizend negenhonderdzeventig euro negenenzestig cent inclusief alle belastingen (€ 25.970,69 incl. btw);

Overwegende dat deze kostenraming meer bepaald betrekking had op de opmaak van de plaatsbeschrijving bij vertrek, de gerichte herstellingen en herschilderingen in de inkom en de keuken, de herstelling van de muren, plafonds en valse plafonds, de herstelling en de vervanging van bepaalde

tegels, de herstelling van de elektrische en sanitaire voorzieningen en diverse interventies die noodzakelijk geworden waren ingevolge de vastgestelde schade;

Overwegende dat maatschappij AXA expertisebureau SIMON, SPRUYTTE & C°, met kenmerk 94141/MV, belast heeft met de technische analyse van het dossier en de schatting op tegenspraak van de ingeroepen schade;

Overwegende dat er verschillende vergaderingen, plaatsbezoeken, briefwisselingen en analyses op tegenspraak plaatsgevonden hebben tussen de gemeente Ukkel, het expertisebureau, de curator en de vertegenwoordigers van de firma "Clicpublic";

Overwegende dat na afloop van deze besprekingen bepaalde schadeposten gedeeltelijk door het expertisebureau toegestaan werden terwijl andere betwist bleven, meer bepaald wegens discussies over het oorzakelijk verband, de veroudering van bepaalde elementen, de vroegere staat van de plaatsen of het bestaan van eventuele oorzaken die losstaan van de verwijderingsoperaties; Overwegende dat expertisebureau SIMON, SPRUYTTE & C° na afloop van zijn eerste technische analyse de schade aanvankelijk geraamd had op een bedrag van vijfduizend tweehonderdvijfennegentig euro (€ 5.295,00) in nieuwwaarde en op drieduizend tweehonderdvijfenveertig euro (€ 3.245,00) in werkelijke waarde;

Dat naar aanleiding van de aanvullende opmerkingen van de gemeente Ukkel, de verzending van aanvullende bewijsstukken en de discussies op tegenspraak tussen de partijen het expertisebureau zijn afrekening herzien heeft en de schade uiteindelijk geraamd heeft op een bedrag van vijfduizend zeshonderdvijfennegentig euro (€ 5.695,00) in nieuwwaarde en op vierduizend driehonderdvijfenveertig euro (€ 4.345,00) in werkelijke waarde;

Overwegende dat het expertisebureau, in het kader van een poging tot minnelijke schikking van het geschil en om definitief een einde te stellen aan het geschil tussen de verschillende partijen, uiteindelijk een forfaitaire dadingsovereenkomst voorgesteld heeft voor een bedrag van zesduizend vijfhonderd euro inclusief alle belastingen (€ 6.500,00 incl. btw), ter algehele vereffening;

Overwegende dat, hoewel de gemeente bezwaar blijft maken tegen de volledige schatting van de geleden schade en tegen bepaalde schadeposten die nog steeds omstreden zijn, er niettemin onzekerheden blijven bestaan over de vaststelling van het oorzakelijk verband voor alle gevorderde posten, meer bepaald wegens de moeilijkheid om met zekerheid te bepalen of de vastgestelde schade rechtstreeks voortvloeit uit de interventie van de curator, van de firma "Clicpublic", van de kopers die zelf de verkochte uitrustingen afgebroken hebben of van latere interventies van derden, aangezien het Paviljoen Lodewijk XV bovendien, na de verwijderingsoperaties, te maken gehad heeft met een gebroken dakkapel en een gebroken ruit;

Overwegende dat het bijgevolg, met het oog op goed bestuur, evenredigheid en bescherming van de financiële belangen van de gemeente, wenselijk lijkt om onzekerheden, vertragingen, extra expertisekosten en de kosten die gepaard gaan met het instellen en voeren van een gerechtelijke procedure te vermijden;

Overwegende dat er bovendien op 13 mei 2026 eindelijk een behoorlijk medeondertekend document voor de vrijgave van de financiële waarborg ontvangen is, waardoor de gemeente Ukkel het bedrag van de in het kader van de domeinconcessie gestelde waarborg kan terugvorderen, die zesduizend euro (€ 6.000,00) belooft;

Overwegende dat het dadingsvoorstel geformuleerd in het kader van het dossier AXA met kenmerk 94141/MV bijgevolg aanvaard moet worden;

Beslist:

- De bewoordingen van de dadingsovereenkomst goed te keuren die voorgesteld is door expertisebureau SIMON, SPRUYTTE & C° in het kader van het dossier met betrekking tot de schade die vastgesteld is aan het Paviljoen Lodewijk XV na de verwijderingsoperaties in de context van het faillissement van uitbater "Le Rabassier";

- Het voorgestelde definitieve forfaitaire bedrag van zesduizend vijfhonderd euro inclusief alle belastingen (€ 6.500,00 incl. btw) te aanvaarden ter algehele vereffening;

- Akte te nemen van de ontvangst op 13 mei 2026 van het document voor de vrijgave van de huurwaarborg (€ 6.000,00), hierbij gevoegd en behoorlijk medeondertekend.

Régie foncière - Grondregie

9 Régie foncière.- Approbation des comptes de la Régie foncière pour l'exercice 2025.

Le Conseil,

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Considérant que le service a transmis les comptes annuels de la Régie foncière pour l'exercice 2025 ;

Considérant qu'ils comprennent le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan et qu'ils sont accompagnés d'un rapport qui représente les résultats des comptes ; Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

D'approuver les comptes annuels 2025 de la Régie foncière.

Grondregie.- Goedkeuring van de rekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2025.

De Raad,

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Overwegende dat de dienst de jaarrekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2025 heeft overgemaakt;

Overwegende dat ze de begrotingsrekening, de resultatenrekening en het balans bevatten, en dat er een verslag aan wordt bijgevoegd, dat de resultaten van de rekeningen vertegenwoordigt; Op voorstel van het College der Burgemeester en Schepenen,

Beslist :

De jaarrekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2025 goed te keuren.

Urbanisme - Stedenbouw

10 **Objet : Modification du PPAS 15bis**

Etape de la procédure d'élaboration : Adoption du PPAS 15 ter et envoi au Gouvernement

Auteur de projet : Service de l'Urbanisme - Cellule planification

Le Conseil communal,

Vu la décision du conseil communal prise en séance du 22 juin 2023 et portant sur la modification du PPAS 15 bis régissant l'aménagement de l'îlot délimité par la rue Edith Cavell, l'avenue Montjoie, le rond-point Churchill, l'avenue Léo Errera et la rue Roberts Jones ;

Vu la délibération du Conseil communal du 16 décembre 2024 d'approuver le projet de modification du PPAS 15 bis et d'organiser l'enquête publique du 29/01/2025 au 27/02/2025 sur le projet de PPAS modifié ;

Vu les résultats de l'enquête publique ;

Vu l'avis du Conseil économique et social du 20 février 2025 ;

Vu l'avis du Conseil de l'environnement du 24 février 2025;

Vu l'avis de la Commission Royale des Monuments et des Sites du 19 février 2025;

Vu l'absence d'avis du Conseil consultatif du logement;

Vu l'absence d'avis de la Commission régionale de mobilité;

Vu les 8 réclamations ou observations de riverains et 2 réclamations d'associations uccloises;

Vu l'avis favorable conditionnel de la Commission de concertation émis le 9/04/2025;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 mai 2025 de poursuivre la procédure et de modifier les prescriptions et les cartes en vue de répondre à l'avis de la Commission de concertation, notamment en supprimant la dérogation au PRAS et de soumettre le second projet de modification du plan aux actes d'instructions;

Considérant que les cartes et les prescriptions littérales ont été modifiées en vue de répondre aux objections majeures émises au cours de l'enquête publique et dans les avis d'instances rendus;

Considérant que le plan modifié a été soumis à une seconde enquête publique du 27/10/2025 au 25/11/2025;

Vu les demandes d'avis aux instances adressées à Perspective.brussels et Bruxelles Environnement;

Vu l'avis émis par Perspective.brussels du 12 novembre 2025;

Vu l'absence d'avis de Bruxelles Environnement;

Considérant qu'en pareil cas, l'article 44§2 du CoBAT (qui s'applique en l'espèce en application de l'article 92 du même code) dispose que la procédure est poursuivie, sans qu'il doive être tenu compte d'un avis transmis au-delà du délai;

Vu les demandes d'avis aux membres de la Commission de concertation adressées à Bruxelles Mobilité et Urban.brussels - DPC par courrier du 24 octobre 2025;

Vu l'avis de Bruxelles Mobilité du 13 novembre 2025;

Vu l'avis d'Urban.brussels du 26 novembre 2025;

Vu le résultat de l'enquête publique, les 2 réclamations d'associations uccloises et 8 réclamations ou observations de riverains présentées dans les délais;

Vu l'avis favorable conditionnel de la Commission de concertation émis le 21 janvier 2026;
Considérant que les cartes et les prescriptions littérales ont été modifiées pour répondre à l'avis de la Commission de concertation;

Vu la motivation finale en vue de l'approbation du PPAS 15 ter par le Gouvernement;

Décide :

D'approuver le PPAS 15 ter ;

De charger le Collège des Bourgmestre et échevins d'envoyer le PPAS 15 ter à Perspective-Plans locaux en vue de son adoption par le Gouvernement ;

Onderwerp: Wijziging van BBP 15bis

Fase van de uitwerkingsprocedure: Aanname van BBP 15ter en verzending naar de Regering

Projectontwerper: Dienst Stedenbouw - Cel Planning

De Gemeenteraad,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zitting van 22 juni 2023 met betrekking tot de wijziging van BBP 15bis inzake de inrichting van het huizenblok afgebakend door de Edith Cavellstraat, de Montjoielaan, de Churchillrotonde, de Léo Erreralaan en de Roberts Jonesstraat;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 16 december 2024 om het ontwerp van wijziging van BBP 15bis goed te keuren en het openbaar onderzoek over het gewijzigd ontwerp van BBP te organiseren van 29/01/2025 tot 27/02/2025;

Gelet op de resultaten van het openbaar onderzoek;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van 20 februari 2025;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van 24 februari 2025;

Gelet op het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen van 19 februari 2025;

Gelet op het gebrek aan advies van de Adviesraad voor Huisvesting;

Gelet op het gebrek aan advies van de Gewestelijke Mobiliteitscommissie;

Gelet op de 8 bezwaarschriften of opmerkingen van buurtbewoners en de 2 bezwaarschriften van Ukkelse verenigingen;

Gelet op het voorwaardelijk gunstig advies van de Overlegcommissie van 09/04/2025;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 22 mei 2025 om de procedure voort te zetten, de voorschriften en de kaarten te wijzigen om gehoor te geven aan het advies van de Overlegcommissie, meer bepaald door de afwijking op het GBP te schrappen, en het tweede ontwerp van wijziging van het plan te onderwerpen aan de onderzoekshandelingen;

Overwegende dat de kaarten en de schriftelijke voorschriften gewijzigd werden om te beantwoorden aan de voornaamste opmerkingen die geformuleerd werden tijdens het openbaar onderzoek en in de geformuleerde adviezen van de instanties;

Overwegende dat het gewijzigde plan van 27/10/2025 tot 25/11/2025 onderworpen werd aan een tweede openbaar onderzoek;

Gelet op de vragen tot advies aan de instanties gericht aan Perspective.brussels en Leefmilieu Brussel;

Gelet op het advies van Perspective.brussels van 12 november 2025;

Gelet op het gebrek aan advies van Leefmilieu Brussel;

Overwegende dat in dergelijke gevallen artikel 44 §2 van het BWRO (dat in dit geval toegepast wordt in toepassing van artikel 92 van hetzelfde wetboek) bepaalt dat de procedure voortgezet wordt, zonder dat er rekening gehouden moet worden met een advies bezorgd buiten de termijn;

Gelet op de vragen tot advies aan de leden van de Overlegcommissie, gericht aan Brussel Mobiliteit en Urban.brussels - DCE per brief van 24 oktober 2025;

Gelet op het advies van Brussel Mobiliteit van 13 november 2025;

Gelet op het advies van Urban.brussels van 26 november 2025;

Gelet op het resultaat van het openbaar onderzoek, er werden 2 bezwaarschriften van Ukkelse verenigingen en 8 bezwaarschriften of opmerkingen van buurtbewoners ingediend binnen de termijn;

Gelet op het voorwaardelijk gunstig advies van de Overlegcommissie van 21 januari 2026;

Overwegende dat de kaarten en de schriftelijke voorschriften gewijzigd werden om te beantwoorden aan het advies van de Overlegcommissie;

Gelet op de slotmotivering met het oog op de goedkeuring van BBP 15ter door de Regering;

Beslist:

BBP 15ter goed te keuren;

Het college van burgemeester en schepenen ermee te belasten BBP 15ter op te sturen naar Perspective-Lokale plannen met het oog op de goedkeuring ervan door de Regering.

Mobilité - Mobiliteit

11 Police de la circulation routière - règlement général complémentaire – abrogation et nouvelles dispositions.

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu les articles 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Abrogations:

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.5. Le stationnement est payant sur les zones de livraisons dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » et éventuellement les horaires, complétés par un panneau informatif « Forfait 100 euro excepté livraisons » avec le pictogramme d'un camion avec hayon ouvert.

Art.5.7.5.09. Rue Général Mac Arthur, 12, lundi au vendredi de 8 à 15h (12m); Nouvelles dispositions:

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.221. Avenue du Fort-Jaco, 43 (2 zones, 1-3m);

Art.4.1.2.222. Rue du Roetaert, du côté opposé au n° 99 (1-3m);

Art.4.1.2.223. Rue De Broyer, 14 (1-3m);

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.5. Le stationnement est payant sur les zones de livraisons dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » et éventuellement les horaires, complétés par un panneau informatif « Forfait 100 euro excepté livraisons » avec le pictogramme d'un camion avec hayon ouvert.

Art.5.7.5.35. Rue Général Mac Arthur, 12, mardi au vendredi de 8 à 12h (12m);

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.167. Rue De Broyer, 16 (6m);

Art.5.9.3. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: C.D.. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel portant la mention « CD ».

Art.5.9.3.11. Avenue Bel-Air, 7 (6m);

Art.5.9.3.12. Avenue Winston Churchill, 234 (6m);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière;

Décide: d'approuver les mesures susmentionnées.

Politie op het wegverkeer - algemeen bijkomend reglement – intrekking en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Intrekkingen:

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.5. Het parkeren is betalend op de leveringszones op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» en eventueel een tijdsvenster aangevuld door een informatiebord "Forfait 100 euro uitgezonderd leveringen" met een pictogram van een vrachtwagen met een open laadklep.

Art.5.7.5.09. Generaal Mac Arthurstraat, 12, maandag tot vrijdag van 8 tot 15u (12m); Nieuwe bepalingen:

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.221. Fort-Jacolaan, 43 (2 zones, 1-3m);

Art.4.1.2.222. Roetaertstraat, aan de overkant van het nr. 99 (1-3m);

Art.4.1.2.223. De Broyerstraat, 14 (1-3m);

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.5. Het parkeren is betalend op de leveringszones op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» en eventueel een tijdsvenster aangevuld door een informatiebord "Forfait 100 euro uitgezonderd leveringen" met een pictogram van een vrachtwagen met een open laadklep.

Art.5.7.5.35. Generaal Mac Arthurstraat, 12, dinsdag tot vrijdag van 8 tot 12u (12m);

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.167. De Broyerstraat, 16 (6m);

Art.5.9.3. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen : CD. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld door een onderbord met de vermelding "CD".

Art.5.9.3.11. Schoon Uitzichtlaan, 7 (6m);

Art.5.9.3.12. Winston Churchilllaan, 234 (6m);

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald;

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Action sociale - Sociale actie

12 Convention de soutien financier à l'asbl "Bras dessus bras dessous"

Le Conseil,

Considérant l'allongement de l'espérance de vie et l'isolement d'un grand nombre de personnes âgées sur le territoire de la commune d'Uccle;

Constatant l'importance du contact humain aux côtés des autres aspects pratiques (repas, soins, etc) dans le maintien à domicile d'une personne âgée;

Considérant l'importance de création de lien social entre les générations et de renforcement du lien dans les quartiers;

Considérant la pertinence et l'utilité de l'action de l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en faveur du volontariat et d'un maintien à domicile qualitatif des personnes âgées;

Vu le Rapport d'activité remis par l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en vertu de la convention approuvée par le Conseil, ci-annexé, dans lequel l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous démontre avoir produit les meilleurs efforts pour atteindre les objectifs fixés selon cette convention;

Considérant dès lors l'opportunité de reconduire en 2026 la convention de collaboration ;

Décide :

- d'approuver la reconduction de la convention de collaboration ci-annexée entre l'Administration Communale d'Uccle et l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en 2026;

-d'octroyer un subside de 7.000,00 € à l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous (art. 849/332-02/92) et autorise l'engagement et la liquidation de la dépense.

Overeenkomst van financiële ondersteuning aan de V.Z.W. "Bras dessus bras dessous".

De raad,

Gelet op de langere levensverwachting en het isolement van een groot aantal ouderen op het grondgebied van de gemeente Ukkel;

Gelet op het belang van menselijke contacten naast de praktische aspecten (maaltijden, verzorging, enz.) om ervoor te zorgen dat ouderen in hun woning kunnen blijven wonen;

Gelet op de doelstelling om sociale banden tussen generaties te creëren en de band binnen de wijken te versterken;

Gelet op de relevante en nuttige acties van vzw Bras dessus Bras dessous ten bate van het vrijwilligerswerk en om ouderen op een kwalitatieve manier thuis laten blijven wonen;

Gelet op het activiteitenverslag dat door vzw Bras dessus Bras dessous werd ingediend krachtens de toegevoegde overeenkomst, goedgekeurde door de raad, waarin vzw Bras dessus Bras dessous aantoont dat zij zich tot het uiterste heeft ingespannen om de in de overeenkomst opgenomen doelstellingen te verwezenlijken;

Gelet aldus op de opportuniteit om de samenwerkingsovereenkomst in 2026 te verlengen,

Beslist:

- Zijn goedkeuring te verlenen aan de verlenging van de toegevoegdesamenwerkingsovereenkomst tussen het gemeentebestuur van Ukkel en vzw Bras dessus Bras dessous in 2026.

- Een subsidie van € 7.000,00 toe te kennen aan vzw Bras dessus Bras dessous (art. 849/33202/92) en deze vast te leggen en de uitgave te vereffenen.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Service vert - Groendienst

13 Octroi d'un subside en vue de soutenir à Uccle, une pépinière de plantes fruitières – Choix de l'association - Approbation de la dépense

Le Conseil,

Vu la décision du Conseil Communal du 28.03.2024 d'approuver l'octroi d'un subside communal de 5.000 EUR à une association de fait ou une association de personnes désirant mettre en place et soutenir une pépinière de plantes fruitières sur le territoire ucclais proposé sur base du nouveau règlement communal relatif à l'octroi de subvention ou de subsides directs de fonctionnement ou pour un projet ponctuel ;

Vu le crédit de 5.000,00 EUR prévu à l'article 766/332-02/83 du budget 2026 pour subside espaces verts pépinière ;

Considérant que pour l'année 2025, le subside de 5.000,00 EUR a été octroyé au centre d'écologie urbaine A.S.B.L. sis Chaussée de Charleroi 216 à 1060 Saint-Gilles ;

Vu la candidature envoyée par l'A.S.B.L. Centre d'écologie urbaine décrivant le projet nécessitant un subside ponctuel ;

Considérant que cette A.S.B.L. correspond parfaitement aux critères établis par le Service Vert à savoir :

- Organiser à Uccle des formations aux techniques horticoles adaptées aux fruitiers (greffage, taille, bouturage...);
- Organiser des ateliers participatifs de plantation (comprenant la fourniture de fruitiers) sur le territoire d'Uccle ;
- Recruter et coordonner une équipe de bénévoles ;

Considérant qu'il s'agit du seul organisme pouvant répondre à ces critères pour Uccle ;

Considérant que le subside de 5.000 EUR prévu pour 2026 peut être octroyé à l'ASBL Centre d'écologie urbaine ;

Décide :

- de marquer son accord sur l'octroi d'un subside de 5.000 EUR à l'A.S.B.L. Centre d'écologie urbaine chaussée de Charleroi, 216 à 1060 Saint-Gilles, à l'article 766/332-02/83 du budget ordinaire de l'exercice 2026;
- de charger le Collège de l'exécution de sa décision.

Toekenning van een subsidie ter ondersteuning van een fruitplantenkwekerij in Ukkel - Keuze van de vereniging - Vastlegging van de uitgave

De raad,

Aangezien de gemeenteraad van 28.03.2024 heeft beslist om de toekenning van een gemeentelijke subsidie van 5.000 EUR goed te keuren aan een feitelijke vereniging of een vereniging van personen die een fruitplantenkwekerij wil oprichten en ondersteunen op het Ukkelse grondgebied, voorgesteld op basis van het nieuwe gemeentereglement inzake de toekenning van subsidies of rechtstreekse werkingssubsidies of voor een eenmalig project;

Aangezien er onder artikel 766/332-02/83 van de begroting 2026 een krediet van 5.000,00 EUR is voorzien voor de subsidie groene ruimtes kwekerij;

Aangezien er voor het jaar 2024 een subsidie van 5.000,00 EUR werd toegekend aan vzw Centre d'écologie urbaine (Charleroise Steenweg 216 te 1060 Sint-Gillis);

Aangezien de kandidatuur dossier A.S.B.L. centre d'écologie urbaine ingediende aanvraag voor een project waarvoor een eenmalige subsidie nodig is;

Aangezien deze vzw perfect blijkt te beantwoorden aan de criteria die door de Groendienst zijn opgesteld, namelijk:

-Organiseren van cursussen in Ukkel over tuinbouwtechnieken voor fruitbomen (enten, snoeien, stekken ...);

-Organiseren van participatieve plantworkshops (inclusief de levering van fruitbomen) op het Ukkelse grondgebied;

-Werven en coördineren van een team vrijwilligers;

Aangezien het de enige organisatie is die aan deze criteria voor Ukkel kan voldoen;

Aangezien de voor 2026 voorziene subsidie van 5.000 EUR toegekend kan worden aan vzw Centre d'écologie urbaine;

Beslist:

zijn goedkeuring te verlenen aan de toekenning van een subsidie van 5.000 EUR aan vzw Centre d'écologie urbaine, Charleroise Steenweg 216, 1060 Sint-Gillis, vast te leggen onder artikel 766/332-02/83 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2026; het college te belasten met de uitvoering van zijn beslissing.

14 Restauration des chemins, optimisation et amélioration de la gestion des eaux pluviales par la création de noues, etc. dans le parc de Wolvendael - Approbation des conditions du marché, de la dépense, de la procédure de passation du marché et de l'avis de marché.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 35, alinéa 1er, 1°;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'inscription au budget extraordinaire de 2026 d'une allocation de 3.050.000,00 EUR à l'article 766/725-60/83 pour la restauration des chemins, l'optimisation et l'amélioration de la gestion des eaux pluviales par la création de noues, etc. dans le parc de Wolvendael suite au permis d'urbanisme introduit à Urban Brussels ; Vu le projet prévoyant :

- La remise en état de l'ensemble des revêtements des chemins ;
- La création de 22 noues de taille et de profondeur limitées (maximum 40cm), réparties sur l'ensemble du parc pour assurer la rétention et une partie de l'infiltration des eaux pluviales et ainsi soulager les bassins de rétention existants ;
- La création de nouveaux fils d'eau pour assurer l'écoulement des eaux de ruissellement vers les noues ;
- La remise en état des 3 bassins de rétention enterrés existants (vidange, remise en état des dessableurs) pour offrir un stockage complémentaire aux noues de taille insuffisante ;
- La mise en place de grilles et de drains pour assurer la surverse et l'acheminement des eaux des noues jusqu'aux bassins de rétention enterrés lorsque nécessaire ;
- L'agrandissement de l'étang 2 pour augmenter sa capacité de rétention et limiter le rejet à l'égout ;
- La reprise du raccordement à l'égout rue Rouge ;
- La remise en état de la pompe et de la cascade pour l'oxygénation de l'étang 2 ;

Considérant que l'importance du programme et le personnel qualifié nécessaire justifient de confier les travaux à une firme privée ;

Vu les documents établis en annexe en vue d'une procédure ouverte;

Vu l'estimation de la dépense s'élevant à 3.045.262,96 € TVAC;

Considérant que cette estimation ne dépasse pas les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le marché sera attribué sur base des critères suivants : prix (pondération 50) et méthodologie (pondération 50) ;

Considérant que l'ouverture des soumissions aurait lieu le 28 août 2026 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins;

Décide:

D'approuver :

- le projet de restauration des chemins, optimisation et amélioration de la gestion des eaux pluviales par la création de noues, etc. dans le parc de Wolvendael;
- l'estimation de la dépense de 3.045.262,96 € TVAC à l'article 766/725-60/83-20260080 du budget extraordinaire de 2026 pour la restauration des chemins, l'optimisation et l'amélioration de la gestion des eaux pluviales par la création de noues, etc. dans le parc de Wolvendael;
- le choix de la procédure de passation du marché, soit une procédure ouverte ;
- le cahier spécial des charges objet : Restaurer les chemins, optimiser et améliorer la gestion des eaux pluviales par la création de noues, etc. dans le parc de Wolvendael – 2026, les métrés, l'estimation ;
- l'avis de marché ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Herstel van paden, optimalisatie en verbetering van het regenwaterbeheer door aanleg van sloten e.d. in het Wolvendaelpark - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht, de uitgave, de gunningsprocedure en de aankondiging van de opdracht.

De raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, § 1 inzake de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 35, alinea 1, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Aangezien de buitengewone begroting 2026 een toelage bevat van 3.000.050,00 euro onder artikel 766/725-60/83 voor het herstel van paden, optimalisatie en verbetering van het regenwaterbeheer door aanleg van sloten e.d. in het Wolvendaelpark ingevolge de stedenbouwkundige vergunning ingediend bij Urban Brussels. Aangezien het project voorziet:

- Herstel van alle wegbedekkingen;
- Aanleg van 22 sloten van beperkte grootte en diepte (max. 40 cm), verspreid over het hele parkom te zorgen voor het vasthouden en gedeeltelijk infiltreren van regenwater en zo de bestaande opvangbekkens te ontlasten;
- Aanleg van nieuwe waterlopen om ervoor te zorgen dat afstromend water in de sloten stroomt;- Herstel van de 3 bestaande ondergrondse opvangbekkens (leggen, herstellen van de zandvangsers) om extra opslag te bieden voor de onvoldoende gedimensioneerde sloten;
- Installatie van roosters en afvoerkanalen om de overloop te garanderen en waar nodig het wateruit sloten naar ondergrondse opvangbekkens te leiden;
- Vergroting van vijver 2 om de opvangcapaciteit te vergroten en lozingen in de riolering te beperken;
- Hervatting van de rioolaansluiting in de Rodestraat;
- Herstel van de pomp en waterval voor zuurstofvoorziening in vijver 2;

Gezien de omvang van het programma en het gekwalificeerde personeel dat nodig is om een dergelijke onderneming uit te voeren, wordt voorgesteld het werk toe te vertrouwen aan een particuliere onderneming;

Aangezien de bijgevoegde documenten zijn opgesteld met het oog op een openbare procedure; Aangezien de geraamde uitgave voor de uitvoering van de werken € 3.045.262,96 (incl. btw) bedraagt;

Overwegende dat deze raming hoger is dan de toepassingsdrempels van de Europese bekendmaking;

Overwegende dat de opdracht gegund zal worden op basis van de volgende criteria: prijs (wegingsfactor 50) en methodologie (wegingsfactor 50);

Aangezien de opening van de inschrijvingen zou plaatsvinden op 28 augustus 2026;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Verleent:

Zijn goedkeuring aan:

- het project voor het herstel van paden, optimalisatie en verbetering van het regenwaterbeheer door aanleg van sloten e.d. in het Wolvendaelpark;

- de geraamde uitgave van € 3.045.262,96 incl. btw onder artikel 766/725-60/83-20260080 van debuitengewone begroting 2026 voor het herstel van paden, optimalisatie en verbetering van het regenwaterbeheer door aanleg van sloten e.d. in het Wolvendaelpark;

- de keuze van de gunningsprocedure van de opdracht, ofwel een openbare procedure; het bestek voorwerp; Herstel van paden, optimalisatie en verbetering van het regenwaterbeheer door aanleg van sloten e.d. in het Wolvendaelpark - 2026, opmetingen, raming; - de aankondiging van de opdracht;

En deze beraadslaging op te sturen naar de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

15 Département Affaires éducatives - Enseignement communal - Enseignement pour adultes - UECPA - section qualifiante "Auxiliaire de l'enfance"

Le Conseil,

Considérant que l'UECPA doit anticiper une transition structurelle et adapter son offre afin d'assurer sa pertinence, sa pérennité et son attractivité dans un contexte de concurrence régionale accrue ;

Que les seuls cours de langue ne peuvent suffire à préserver notre école d'enseignement pour adulte ;

Attendu que les nouvelles orientations ministérielles relatives au Contrat 2035 de l'Enseignement pour Adultes prévoient une modernisation profonde de l'ancien enseignement de promotion sociale ; Que cette réforme vise notamment à :

- Repositionner l'Enseignement pour Adultes comme acteur central de l'insertion socio-professionnelle ;
- adapter l'offre de formation aux métiers en pénurie et aux évolutions socio-économiques ;
- favoriser l'accès, la réussite et l'accompagnement des apprenants adultes ; renforcer la
- qualité, le pilotage et la cohérence pédagogique des formations ;

Que la suppression annoncée des 7^e années techniques de qualification et professionnelles entraîne une réorientation obligatoire des jeunes de 18 ans et plus, détenteurs ou non du CESS, vers l'Enseignement pour Adultes ou vers l'alternance ;

Que le métier d' « Auxiliaire de l'enfance » est repris parmi les métiers en pénurie en Région bruxelloise et offre des perspectives d'emploi nombreuses et immédiates ;

Qu'un public important d'adultes et de jeunes majeurs manifeste un intérêt clair pour une formation qualifiante permettant d'obtenir à la fois une qualification et le CESS ;

Que l'on peut espérer que l'évolution structurelle du système éducatif générera dès 2026 un afflux accru d'apprenants vers l'UECPA, en recherche d'une formation professionnalisante et d'un diplôme secondaire supérieur ;

Que l'ouverture rapide d'une section qualifiante constitue un enjeu stratégique, tant pour répondre aux besoins du territoire que pour préserver l'attractivité de notre école face à la concurrence régionale ;

Qu'il avait été initialement proposé d'ouvrir une section « Aide-soignant » ;

Qu'il est apparu que l'organe régulateur n'autorisera pas la création de cette section sur base de l'avis de l'ARES – Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur - au vu des tensions existantes au sein du bassin de l'enseignement qualifiant notamment en matière de disponibilité de stages ; Que la création d'une section « Auxiliaire de l'enfance » répondra aux différentes exigences de l'autorité régulatrice ;

Que cette formation qualifiante offrira la possibilité d'être finalisée au travers de stages notamment en lien avec nos structures communales (crèches, écoles) ;

Qu'elle répond à un besoin du marché de l'emploi ;

Que l'ouverture d'une section « Auxiliaire de l'enfance » s'inscrit pleinement dans les missions décrétales de l'Enseignement pour Adultes, notamment :

- favoriser l'insertion professionnelle, sociale et culturelle ; répondre
- aux besoins de formation du territoire et des employeurs ;

Que le public ciblé, souvent fragilisé sur le plan scolaire, manifeste une forte motivation à s'insérer professionnellement et que la combinaison « qualification + CESS » constitue un levier essentiel d'émancipation et d'intégration ;

Que l'organisation d'une telle option est matériellement faisable en termes de locaux et que le matériel spécifique nécessaire est limité ;

Que l'évaluation de l'investissement en termes de capital-périodes et que la mise en œuvre de cette section ne nécessitera pas d'emploi à charge du budget communal ;

Que le développement d'une nouvelle section qualifiante renforce et diversifie l'offre communale, répond à un besoin de main-d'œuvre identifié et confirme le rôle de l'UECPA comme acteur local des politiques éducatives et sociales ;

Qu'elle permet de préserver l'emploi à l'UECPA ;

Vu la demande introduite par la Direction de l'UECPA ;

Vu l'avis favorable de la COPALOC ;

Décide:

De valider le principe de création d'une filière qualifiante « Auxiliaire de l'enfance » au sein de l'UECPA ;

D'autoriser l'UECPA à introduire, auprès de la Commission régionale de l'Enseignement pour Adultes, une demande officielle d'ouverture d'une section qualifiante « Auxiliaire de l'enfance » assortie d'un complément CESS, pour une mise en œuvre en septembre 2026 ;

De charger la Direction de l'UECPA d'engager toutes les démarches administratives, organisationnelles et pédagogiques nécessaires à la concrétisation du projet.

Departement Educatieve Zaken - Gemeenteonderwijs - Volwassenenonderwijs - UECPA Kwalificatieafdeling "Auxiliaire de l'enfance"

De raad,

Overwegende dat de UECPA moet anticiperen op een structurele overgang en haar aanbod moet aanpassen om haar relevantie, duurzaamheid en aantrekkelijkheid te waarborgen in een context van toegenomen regionale concurrentie;

Overwegende dat taalcurssussen alleen niet genoeg zijn om onze school voor volwassenenonderwijs te behouden;

Overwegende dat de nieuwe ministeriële richtlijnen voor Contrat 2035 van het volwassenenonderwijs voorzien in een grondige modernisering van het voormalige systeem van onderwijs voor sociale promotie;

Overwegende dat deze hervorming met name tot doel heeft:

- Het herpositioneren van volwassenenonderwijs als een centrale speler in socio-professionele integratie;
- het opleidingsaanbod aanpassen aan knelpuntberoepen en aan socio-economische ontwikkelingen;
- toegang, succes en ondersteuning voor lerende volwassenen bevorderen; de
- kwaliteit, het beheer en de consistentie van opleidingen verbeteren;

Overwegende dat de aangekondigde afschaffing van het 7de technische oriëntatiejaar zal leiden tot de verplichte heroriëntatie van jongeren van 18 jaar en ouder, of ze nu wel of niet in het bezit zijn van een CESS, naar volwassenenonderwijs of een alternerende opleiding;

Overwegende dat het beroep kinderopvangassistent op de lijst van knelpuntberoepen in het Brussels Gewest staat en talrijke en onmiddellijke tewerkstellingsmogelijkheden biedt;

Overwegende dat een groot aantal volwassenen en meerderjarige jongeren duidelijk geïnteresseerd zijn in een opleiding die tot een kwalificatie en een CESS leidt;

Overwegende dat het te hopen is dat de structurele evolutie van het onderwijssysteem zal leiden tot een grotere instroom van leerlingen naar de UECPA vanaf 2026, op zoek naar een beroepsopleiding en een diploma hoger secundair onderwijs;

Overwegende dat de snelle opening van een kwalificatieafdeling een strategische uitdaging is, zowel om aan de behoeftes van het gewest te voldoen als om de aantrekkelijkheid van onze school te behouden tegenover de regionale concurrentie;

Overwegende dat er aanvankelijk was voorgesteld om een afdeling "Aide-soignant" te openen;

Overwegende dat is gebleken dat de toezichthoudende overheid de oprichting van deze afdeling niet zal toestaan op basis van het advies van de ARES - Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur - gezien de bestaande spanningen binnen de pool van kwalificerend onderwijs, met name met betrekking tot de beschikbaarheid van stageplaatsen;

Overwegende dat de oprichting van een afdeling "Auxiliaire de l'enfance" zal voldoen aan de verschillende eisen van de regelgevende instantie;

Overwegende dat deze kwalificerende opleiding de mogelijkheid biedt om te worden afgerond door middel van stages, met name in verband met onze gemeentestructuren (kinderdagverblijven, scholen);

Overwegende dat het voorziet in een behoefte op de arbeidsmarkt;

Overwegende dat de opening van een afdeling "Auxiliaire de l'enfance" volledig in overeenstemming is met het decretale missies van het volwassenenonderwijs, in het bijzonder:

- professionele, sociale en culturele integratie bevorderen; voldoen
- aan de opleidingsbehoeften van de regio en werkgevers;

Overwegende dat de doelgroep, die vaak een academische achterstand heeft, zeer gemotiveerd is om aan het werk te gaan en dat de combinatie van "kwalificatie + CESS" een essentiële hefboom is voor emancipatie en integratie;

Overwegende dat de organisatie van een dergelijke optie materieel haalbaar is in termen van gebouwen en dat de benodigde specifieke apparatuur beperkt is;

Overwegende dat de evaluatie van de investering in termen van kapitaalperiodes en dat de uitvoering van deze afdeling geen werkgelegenheid uit de gemeentebegroting zal vereisen;

Overwegende dat de ontwikkeling van een nieuwe kwalificerende afdeling het gemeentelijke aanbod versterkt en diversifieert, voorziet in een vastgestelde behoefte aan arbeidskrachten en de rol van de UECPA als lokale speler in het onderwijs- en sociaal beleid bevestigt;

Overwegende dat het de banen bij de UECPA zal veiligstellen;

Gelet op het verzoek van het bestuur van de UECPA ;

Gele top het gunstige advies van COPALOC;

Beslist:

Het principe goed te keuren om een afdeling "Auxiliaire de l'enfance" te creëren binnen de UECPA; De UECPA te machtigen om een officieel verzoek in te dienen bij de Commission régionale de l'Enseignement pour Adultes voor de opening van een afdeling "Auxiliaire de l'enfance" met een CESS-complement, voor implementatie in september 2026;

De directie van de UECPA op te dragen alle administratieve, organisatorische en educatieve stappen te nemen die nodig zijn om het project tot een goed einde te brengen.

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Taxes - Belastingen

- 16 **Taxes. – Instauration d'une prime BeHome communale – poursuite des démarches en vue de négociations préalables à la conclusion d'un protocole relatif à la reprise par Bruxelles Fiscalité, à partir de 2027, du service de la prime forfaitaire destinée à compenser l'augmentation des centimes additionnels communaux au précompte immobilier.**

Le Conseil,

Vu la délibération n° 016/12.02.2026/A/0003 par laquelle le Conseil Communal a approuvé un nouveau règlement relatif à l'octroi d'une prime de compensation suite à l'augmentation des centimes additionnels communaux au précompte immobilier ; Considérant que, dans le cadre de la réforme fiscale, une prime BeHome régionale a été instituée, la première fois pour l'année 2016 et reformulée en 2018, avec comme objectif de diminuer la pression financière en compensant l'augmentation du précompte immobilier ;

Que cette prime forfaitaire annuelle, qui s'élevait à 160 € pour 2025, est allouée de manière automatique à tous les propriétaires domiciliés sur le territoire de Bruxelles-Capitale et assujettis au précompte immobilier, et est déduite du montant à payer porté sur l'avertissement-extrait de rôle ; Considérant que, lors d'une réunion par visio-conférence avec Bruxelles Fiscalité, le 6 janvier 2026, les représentants de la Commune d'Uccle ont été informés de ce qu'il était trop tard pour convenir avec la Région d'une reprise du service de la prime communale pour l'année 2026, accord qui aurait dû, pour ce faire, intervenir avant le 1er juillet 2025 ;

Considérant que la documentation présentée par Bruxelles Fiscalité, le 6 janvier dernier, est fournie à titre d'exemple, se basant sur les données de l'année précédente ;

Qu'elle renseigne notamment que le nombre total de ménages contribuables du précompte immobilier et bénéficiaires de la prime régionale BeHome à Uccle, pour l'exercice fiscal 2025, est égal à 18.151 ;

Qu'à la suite de l'échange évoqué ci-dessus avec Bruxelles Fiscalité, lors d'une réunion extraordinaire du 10 janvier 2026, le Collège échevinal a marqué un accord de principe, d'une part, pour augmenter les centimes additionnels au précompte immobilier, et, d'autre part, pour octroyer une prime forfaitaire de 80 € en 2026, sur une base volontaire, à toute personne physique monopropriétaire d'un bien d'habitation situé sur le territoire d'Uccle et qu'elle occupe principalement à titre de résidence principale ;

Que, selon Bruxelles Fiscalité, le nombre de mono-proprétaires ucclois entrant dans la catégorie des bénéficiaires potentiels de la prime communale forfaitaire en vigueur depuis le 1er mars 2026, est estimé à 9.000 personnes ;

Qu'à cet effet, la même Assemblée a décidé de prévoir un crédit de 600.000 € au budget communal de 2026 ;

Qu'en outre, en contrepartie de l'augmentation du précompte immobilier imputable exclusivement à la majoration des centimes additionnels communaux, les demandeurs dont les revenus nets globalement imposables ne dépassent pas un certain plafond, continueront de percevoir un montant annuel de prime variable, compris entre 160 € et 330 € ;

Qu'en vue de faire face à ces demandes, le Collège a décidé de prévoir un crédit de 150.000 € au budget communal de 2026 ;

Qu'ainsi, une allocation totale de 750.000 € a été portée par le Conseil communal au budget de 2026 ;

Considérant qu'il est intéressant de se renseigner davantage pour savoir à quelles conditions et sous quelles modalités une collaboration avec le SPRB est envisageable à partir de 2027, aux termes de laquelle Bruxelles Fiscalité assurerait le service de la prime communale forfaitaire, en parallèle à la prime BeHome régionale,

Décide :

de marquer un accord de principe pour poursuivre les démarches aux négociations en vue de la conclusion éventuelle d'un protocole de collaboration avec la Région de Bruxelles-Capitale, ayant pour objet la reprise par Bruxelles Fiscalité, à partir de 2027, de la gestion de la prime communale forfaitaire destinée à compenser la hausse des centimes additionnels communaux au précompte immobilier.

Belastingen. - Invoering van een gemeentelijke premie BeHome - voortzetting van de stappen met het oog op onderhandelingen voor de sluiting van een protocol met betrekking tot de overname door Brussel Fiscaliteit vanaf 2027 van de dienst van de forfaitaire premie om de verhoging van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing te compenseren.

De Raad,

Gelet op beraadslaging 016/12.02.2026/A/0003, waardoor de gemeenteraad een nieuw reglement goedgekeurd heeft met betrekking tot de toekenning van een compensatiepremie ingevolge de verhoging van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing;

Overwegende dat er in het kader van de belastinghervorming een gewestelijke premie BeHome ingevoerd werd, de eerste keer voor 2016 en geherformuleerd in 2018, met als doel om de financiële druk te verkleinen door de verhoging van de onroerende voorheffing te compenseren;

Dat deze jaarlijkse forfaitaire premie, die € 160 bedroeg voor 2025, automatisch toegekend wordt aan alle eigenaars die gedomicilieerd zijn op het grondgebied van Brussel-Hoofdstad en onderworpen zijn aan de onroerende voorheffing en afgetrokken wordt van het te betalen bedrag op het aanslagbiljet kohieruittreksel;

Overwegende dat de vertegenwoordigers van de gemeente Ukkel tijdens een vergadering via videoconferentie met Brussel Fiscaliteit op 6 januari 2026 geïnformeerd werden dat het te laat was om met het gewest een overname van de dienst van de gemeentelijke premie voor 2026 overeen te komen, een overeenkomst die hiervoor tot stand had moeten komen voor 1 juli 2025;

Overwegende dat de documentatie die door Brussel Fiscaliteit op 6 januari voorgesteld werd als voorbeeld bezorgd wordt en gebaseerd is op de gegevens van het vorige jaar;

Dat ze onder andere meedeelt dat het totaal aantal gezinnen dat de onroerende voorheffing verschuldigd is en van de gewestelijke premie BeHome in Ukkel geniet voor het fiscaal dienstjaar 2025 gelijk is aan 18.151;

Dat het schepencollege na het voornoemde gesprek met Brussel Fiscaliteit tijdens een buitengewone vergadering op 10 januari 2026 een principeakkoord verleend heeft om enerzijds de opcentiemen op de onroerende voorheffing te verhogen en anderzijds een forfaitaire premie van € 80 in 2026 toe te kennen, op vrijwillige basis, aan elke natuurlijke persoon die enige eigenaar is van een woning op het grondgebied van Ukkel en die hij voornamelijk als hoofdverblijf bezet;

Dat volgens Brussel Fiscaliteit het aantal Ukkelse enige eigenaars die binnen de categorie van de potentiële begunstigden van de forfaitaire gemeentelijke premie vallen, die van kracht is sinds 1 maart 2026, geraamd wordt op 9.000 personen;

Dat dezelfde vergadering hiervoor beslist heeft te voorzien in een krediet van € 600.000 op de gemeentebegroting van 2026;

Dat bovendien, als tegenprestatie voor de verhoging van de onroerende voorheffing die uitsluitend te wijten is aan de verhoging van de gemeentelijke opcentiemen, de aanvragers wier globaal netto belastbaar inkomen een bepaald plafond niet overschrijdt een variabel jaarlijks premiebedrag van € 160 tot € 330 blijven ontvangen;

Dat het college beslist heeft om in een krediet van € 150.000 te voorzien op de gemeentebegroting van 2026 om het hoofd te bieden aan deze aanvragen;

Dat er zo in een totale toelage van € 750.000 op de begroting van 2026 voorzien werd door de gemeenteraad;

Overwegende dat het interessant is zich beter te informeren om te weten onder welke voorwaarden en modaliteiten een samenwerking met de GOB te overwegen valt vanaf 2027, luidens dewelke Brussel Fiscaliteit de dienst van de forfaitaire gemeentelijke premie zou verzekeren, gelijktijdig met de gewestelijke premie BeHome;

Beslist:

Een principeakkoord te verlenen om de stappen voort te zetten voor de onderhandelingen met het oog op de eventuele sluiting van een samenwerkingsprotocol met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met als voorwerp de overname door Brussel Fiscaliteit vanaf 2027 van het beheer van de forfaitaire gemeentelijke premie om de verhoging van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing te compenseren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

17 Culture. - Fête de la Musique 2026. - Répartition des subsides du Conseil de la Musique. Octroi de subsides exceptionnels à l'occasion de la Fête de la Musique - Engagement des dépenses.

Le Conseil,

Vu la Convention entre la Commune d'Uccle et le Conseil de la Musique approuvé en Conseil communal du 23 avril 2026;

Considérant que des concerts sont organisés dans le cadre de la Fête de la musique sur le territoire ucclois chaque année par différentes organisations partenaires ;

Considérant que le Conseil de la Musique, organisme en charge de l'organisation de la Fête de la Musique en Fédération Wallonie-Bruxelles, demande au service Culture de centraliser les activités et demandes de soutien pour les différents concerts organisés sur le territoire de la commune;

Qu'après analyse du dossier rendu par le service Culture détaillant les différentes activités prévues, le Conseil de la musique a décidé d'octroyer un subside de 3500€ à la Commune, à répartir entre les différents projets et plus spécifiquement entre Montagne en sons et la Ferme Rose qui perçoivent traditionnellement cette aide pour leurs projets;

Considérant que l'A.S.B.L Saint Job qui Bouge organise l'évènement Montagne en sons le dimanche 21 juin, à la Montagne Saint Job et ses environs;

Considérant que cette manifestation existe depuis 2015 et est organisée de manière bénévole par des habitants du quartier;

Considérant la qualité et diversité des concerts organisés, la durabilité de l'évènement, la notoriété et l'ancrage dans la commune de la manifestation;

Considérant que le service Culture propose d'octroyer un subside de 3500 € à l'ASBL Saint Job qui Bouge dont 2000 € provenant du subside du Conseil de la musique perçu pas la Commune et 1500€ à titre de subside exceptionnel ;

Considérant que la Ferme Rose organise des concerts le samedi 20 juin 2026 en après-midi et soirée ;

Considérant que la Ferme Rose organise depuis de nombreuses années des concerts dans sa cour à l'occasion de la Fête de la Musique ;

Considérant que la Ferme Rose propose dans ce cadre une programmation variée et éclectique qui fait appel à des jeunes musiciens ainsi que des élèves de cours de musique ayant lieu à la Ferme Rose ;

Considérant que le service Culture propose d'octroyer un subside de 2000€ à la Ferme Rose dont 1500€ provenant du subside du Conseil de la musique perçu pas la Commune et 500€ à titre de subside exceptionnel ;

Considérant qu'il est également proposé de soutenir l'évènement en mettant du matériel communal à disposition ;

Considérant que Laurent Lagarde organise l'évènement Sound Job à la Venelle de Saint Job le samedi 20 juin en fin de journée ;

Considérant que les organisateurs, citoyens ucclois organisent ces concerts de manière totalement bénévole ;

Considérant que le service Culture propose d'octroyer un subside exceptionnel de 350 € à Laurent Lagarde pour soutenir l'organisation de ses concerts et que le subside servira à couvrir la location de matériel technique ainsi que le défraiement de l'un des groupes ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative à l'octroi de certaines subventions,

Décide:

D'autoriser la répartition du subside octroyé par le Conseil de la Musique 3500 euros et perçu par le service Culture, pour l'organisation des différents festivités à Uccle à hauteur de : 1500€ au bénéfice de la Ferme Rose et de 2000€ au bénéfice de l'A.S.B.L Saint Job qui Bouge, montants qui seront engagés à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2026;

D'autoriser l'octroi d'un subside exceptionnel de 1500€ au bénéfice de l'A.S.B.L Saint Job qui bouge pour l'organisation de Montagne en sons qui sera engagé à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2026;

D'autoriser l'octroi d'un subside exceptionnel de 500€ au bénéfice de l'A.S.B.L La Ferme rose qui sera engagé à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2026;

D'autoriser l'octroi d'un subside exceptionnel de 350€ au bénéfice de Laurent Lagarde qui sera engagé à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2026.

Cultuur.- Muziekfeest 2026.- Verdeling van de subsidies van de Conseil de la Musique. Toekenning van een uitzonderlijke subsidies ter gelegenheid van de Muziekfeest.- Vastlegging van de uitgaven.

De raad,

Aangezien het convenant tussen de Gemeente Ukkel en de "conseil de la Musique" goedgekeurd door de gemeenteraad tijdens de zitting van 23 april 2026;

Aangezien er elk jaar in het kader van het Muziekfeest concerten op het Ukkelse grondgebied georganiseerd worden door verschillende partnerorganisaties;

Aangezien de Conseil de la Musique, het orgaan belast met de organisatie van het Feest van de Muziek in de Federatie Wallonië-Brussel, de dienst Cultuur vraagt om de activiteiten en steunaanvragen voor de verschillende concerten die op het grondgebied van de gemeente georganiseerd worden, te centraliseren;

Aangezien na analyse van het dossier van de dienst Cultuur met de verschillende geplande activiteiten de Conseil de la Musique beslist heeft een subsidie van € 3.500 toe te kennen aan de gemeente, te verdelen over de verschillende projecten en meer bepaald tussen Montagne en sons en La Ferme Rose, die traditioneel deze steun ontvangen voor hun projecten;

Aangezien vzw Saint-Job qui bouge het evenement Montagne en sons organiseert op zondag 21 juni, op de Berg van Sint-Job en in de omgeving;

Aangezien dit evenement sinds 2015 bestaat en vrijwillig georganiseerd wordt door inwoners uit de wijk;

Gelet op de kwaliteit en de diversiteit van de georganiseerde concerten, de duurzaamheid van het evenement, de naamsbekendheid en de verankering in de gemeente van het evenement;

Aangezien de dienst Cultuur voorstelt om een subsidie van € 3.500 toe te kennen aan vzw Saint-Job qui bouge, waarvan € 2.000 afkomstig zijn van de subsidie van de Conseil de la Musique die door de gemeente werd ontvangen en € 1.500 als uitzonderlijke subsidie;

Aangezien La Ferme Rose op zaterdag 20 juni 2026 in de namiddag en avond concerten organiseert;

Aangezien La Ferme Rose sinds vele jaren concerten organiseert op haar binnenplaats ter gelegenheid van het Muziekfeest;

Aangezien La Ferme Rose in dit kader een gevarieerde en eclectische programmatie voorstelt, met zowel jonge muzikanten als leerlingen van de muzieklessen die in La Ferme Rose plaatsvinden;

Aangezien de dienst Cultuur voorstelt om een subsidie van € 2.000 toe te kennen aan La Ferme Rose, waarvan € 1.500 afkomstig zijn van de subsidie van de Conseil de la Musique die door de gemeente werd ontvangen en € 500 als uitzonderlijke subsidie;

Aangezien tevens voorgesteld wordt het evenement te ondersteunen door gemeentelijk materiaal ter beschikking te stellen;

Aangezien Laurent Lagarde het evenement Sound Job organiseert in de Venelle van Sint-Job op zaterdag 20 juni in de vooravond;
Aangezien de organisatoren, Ukkelse burgers, deze concerten volledig vrijwillig organiseren;
Aangezien de dienst Cultuur voorstelt om een uitzonderlijke subsidie van € 350 toe te kennen aan Laurent Lagarde ter ondersteuning van de organisatie van zijn concerten, en dat deze subsidie zal dienen voor de huur van technisch materiaal en de vergoeding van één van de groepen;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de toekenning van sommige toelagen,

Beslist:

De verdeling van de subsidie van de Conseil de la Musique van € 3.500, die de dienst Cultuur ontvangen heeft, voor de organisatie van de verschillende festiviteiten in Ukkel toe te staan, ten belope van € 1.500 voor La Ferme Rose en € 2.000 voor vzw Saint-Job qui bouge, bedragen die geboekt zullen worden op artikel 775/332-02/70 van het dienstjaar 2026;

De toekenning van een uitzonderlijke subsidie van € 1.500 aan vzw Saint-Job qui bouge voor de organisatie van Montagne en sons toe te staan, te boeken op artikel 775/332-02/70 van het dienstjaar 2026;

De toekenning van een uitzonderlijke subsidie van € 500 aan vzw La Ferme Rose toe te staan, te boeken op artikel 775/332-02/70 van het dienstjaar 2026;

De toekenning van een uitzonderlijke subsidie van € 350 aan Laurent Lagarde toe te staan, te boeken op artikel 775/332-02/70 van het dienstjaar 2026.

18 **Culture.– Octroi de subsides aux projets culturels.– Première partie de l'année 2026.– Engagement des dépenses.**

Le Conseil,

Vu le règlement "Subsides de projets culturels" adopté par le conseil communal du 11 septembre 2025;
Considérant que la date limite pour remettre une demande de subside de projet pour le premier appel 2026 était le 15 avril 2026 pour les projets démarrant entre les mois de juillet et décembre 2026;
Considérant qu'un crédit de 55.000 € est prévu à l'article 775/332-02/70 du budget ordinaire de 2026 pour l'attribution de subsides;

Vu que 12 projets ont été réceptionnés dans le cadre du subside de projets culturels;

Vu que le tableau des subsides demandés par les sociétés culturelles et artistiques locales se trouve en annexe;

Vu que ce tableau reprend la répartition des montants proposés dans le cadre de ces subsides de projets culturels;

Vu que la répartition des montants tient compte des critères d'évaluation, d'éligibilité et de recevabilité précisés dans le règlement de l'appel à projets,

Décide :

- d'octroyer les subsides dans le cadre des subsides de projets culturels dont les montants figurent au tableau en annexe pour un montant total de 7.700 € qui sera engagé à l'article 775/332-02/70 de l'exercice 2026.

Cultuur.– Toekenning van culturele project subsidies.- Eerste deel van het jaar 2026.– Vastlegging van de uitgaven.

De Raad,

Aangezien het reglement "Subsidies voor culturele projecten", goedgekeurd door de gemeenteraad van 11 september 2025;

Aangezien de uiterste datum voor het indienen van een aanvraag voor een projectsubsidie voor de eerste oproep van 2026 was vastgesteld op 15 april 2026 voor projecten die van start gaan tussen de maanden juli en december 2026;

Overwegende dat een bedrag van 55.000 € onder artikel 775/332-02/70 van de gewone begroting 2026 voor de toekenning van subsidies voorziet wordt;

Aangezien er 12 projecten werden ontvangen in het kader van de subsidies voor culturele projecten;

Aangezien de tabel van de aangevraagde subsidies voor culturele en artistieke verenigingen in bijlage;

Aangezien dat deze tabel de verdeling inhoudt van de bedragen die in het kader van deze subsidies voor culturele projecten worden voorgesteld;

Aangezien dat de verdeling van de bedragen rekening houdt met de evaluatie-, verkiesbaarheids- en ontvankelijkheidscriteria van het reglement van de oproep tot projecten,

Beslist:

- de subsidies in het kader van de oproep tot culturele projecten toe te kennen volgens de bedragen in de tabel in bijlage voor een bedrag van 7.700 € dat vastgelegd zal worden onder artikel 775/332-02/70 van het dienstjaar 2026.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Personnes porteuses handicap - Personen met een handicap

19 Service des Personnes en Situation de Handicap.- Transmission du rapport d'activité annuel de 2025, approuvé par le Conseil Consultatif communal de la Personne en Situation de Handicap.

Le Conseil,

Attendu que l'article 14 du Règlement du Conseil Consultatif communal de la Personne en Situation de Handicap prévoit que chaque année, le Président adresse au Collège des Bourgmestre et Echevins, un rapport général sur l'activité du Conseil durant l'année écoulée;

Attendu que le Collège porte ce rapport à la connaissance du Conseil communal;

Vu qu'en séance du 4 mai 2026, le C.C.C.P.S.H. a pris acte du rapport annuel de 2025;

Qu'il peut dès lors être transmis au Collège des Bourgmestre et Echevins, pour information et que celui-ci pourra ensuite le transmettre au Conseil communal, pour information;

Décide :

de prendre acte du rapport général sur l'activité du C.C.C.P.S.H. de 2025.

Dienst Personen met een Handicap - Toezending van het jaarlijkse activiteitenverslag van 2025, goedgekeurd door de gemeentelijke adviesraad voor personen met een handicap.

De raad,

Aangezien artikel 14 van het reglement van de Gemeentelijke Adviesraad voor Personen met een Handicap bepaalt dat de voorzitter elk jaar aan het college van burgemeester en schepenen een algemeen verslag over de activiteiten van de raad tijdens het voorbije jaar toezendt;

Aangezien het college dit verslag ter kennis brengt van de gemeenteraad;

Aangezien de GARCH in zitting van 4 mei 2026 akte heeft genomen van het jaarverslag van 2025;

Aangezien het aldus ter informatie kan worden doorgestuurd naar het college van burgemeester en schepenen, dat het vervolgens ter informatie kan doorsturen naar de gemeenteraad;

Beslist:

akte te nemen van het algemene verslag over de activiteiten van de GARCH van 2025.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Oprachtcentrale

20 **Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins suivantes:

- 21 avril 2026 : Centrale de marchés : Achat d'une charrette de balayage Pickup électrique 2026 - Approbation de la dépense, de la procédure de passation du marché, du cahier des charges, et des firmes à consulter - Attribution - Engagement de la dépense - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - 17.369,55 € (TVAC 21 %) - Article : 875/744-98/58-20260044 (Exercice 2026) - 3.775,20 € (TVAC 21 %) - Article : 875/124-06/82 (Exercice 2028).

- 21 avril 2026 : Centrale de marchés : Achat de matériel de signalisation 2026 - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - 80.555,00 € HTVA soit 97.471,55 € (TVAC 21 %) - Article :

423/741-52/82-20261119.

- 21 avril 2026 : Centrale de marchés : Achat d'un aspirateur électrique de déchets équipé d'un nettoyeur pressurisé. - Approbation de la dépense, de la procédure de passation du marché, du cahier des charges, et des firmes à consulter - mode de financement - Attribution - Engagement de la dépense - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - 27.813,06 € - Article :

875/744-51/58-20260044.

- 21 avril 2026 : Bibliothèques communales : Bibliothèques.-Achat de mobilier.-Attribution et engagement de la dépense.-Information au Conseil - Mode de financement. - 2.269,26€ - Article :

76701/741-51/FR/73-20260087 ;

- 5 mai 2026 : Nouvelles technologies : Informatisation des services - Renouvellement JBOD Salle serveur 2 - Approbation du mode de passation du marché (INF554), du mode de financement et de l'engagement de la dépense - Prise pour information par le Conseil - 14.450,63 € TVAC Article : 139/742-53/53-20260003.

- 5 mai 2026 : Environnement : Mission d'étude et de conseil : aménagement paysager hydraulique d'un tronçon de l'avenue des Statuaires et de la rue Groeselenberg. Engagement de la dépense de la phase de « Dossier d'exécution et d'adjudication pour la consultation des

- entreprises » et introduction de la demande de permis d'urbanisme. Prise pour information par le Conseil communal - 9.534,80 € - Article : 879/747-60/93-20260123.
- 5 mai 2026 : Voirie : Parking situé à l'arrière de la place de Saint-Job – réalisation de sondages attribution du marché art. 234 § 4 NLC - engagement de la dépense - 1.141,03 € (901,41 € hors TVA + 239,62 € de TVA) - Article : 421/122-02/82 (à créer).
 - 5 mai 2026 : Centrale de marchés : Achat d'outils de jardinage - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la NLC 30.989,00 € HTVA soit 37.496,69 € (TVAC 21 %) - Articles : 722/124-02/40, 75101/124-02/40, 75102/124-02/40, 766/124-02/83, 875/124-02/62, 878/124-02/52 et 84401/124-02/90.
 - 12 mai 2026 : Maintenance : Dépannage et mise en conformité des installations d'alarmes dans divers bâtiments communaux pour la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2028 (avec possibilité de reconduire le marché deux fois à raison d'un an supplémentaire, soit jusqu'au 30 avril 2030) Marche public de services - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal - 140.000,00 € (hors T.V.A. 21 %) soit 169.400,00 € (T.V.A. 21% comprise) pour la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2028 et reconductible deux fois, soit jusqu'au 30 avril 2030 - Divers articles au code économique .../12506/85 (Exercices 2026 à 2030).
 - 12 mai 2026 : Maintenance : Télésurveillance et gardiennage dans divers bâtiments communaux pour la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2028 (avec possibilité de reconduire le marché deux fois à raison d'un an supplémentaire, soit jusqu'au 30 avril 2030 au grand plus tard) - Marche public de services - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal - Divers articles au code économique .../125-06/85 et 124-06 (Exercices 2026 à 2030).
 - 12 mai 2026 : Nouvelles technologies : Informatisation des services - Marché de Services pour le renouvellement de la maintenance téléphonie "Mitel" - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale (INF558) - Prise pour information par le Conseil - 38.358,95 € hors TVA soit 46.414,33 € TVAC Article : 139/123-13/53.
 - 12 mai : Centrale de marchés : Achat de matériel de signalisation 2026 - Suite - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 9.917,35 € HTVA soit 12.000 € TVAC 21 % - Article : 875/74152/58-20260043.
 - 19 mai : Asphaltages quartier Homborch - Exercice 2026.- Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché - 194.740,43 € - Article : 421/731-60/8220260101.
 - 19 mai 2026 : Informatisation des services : Marché de services pour intervention d'ingénieurs réseaux et systèmes - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §4 de la Nouvelle loi communale (INF547) - 39.930,00 € Article : 139/122-02/53

Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen : -

21 april 2026 : Opdrachtcentrale : Aankoop van elektrische veegmachine 2026 -

Goedkeuring van de uitgaven, gunningsprocedure, bestek en de te raadplegen ondernemingen

- Toepassing van artikel 234, § 3, van de nieuwe Gemeentewet - 17.369,55 € (incl. btw 21 %) -

Artikel : 875/74498/58-20260044 (Begrotingsjaar 2026) - 3.775,20 € (incl. btw 21 %) - Artikel :

875/124-06/82 (Begrotingsjaar 2028).

- 21 april 2026 : Opdrachtcentrale : Aankoop van signalisatiemateriaal 2026 - Goedkeuring van de voorwaarden, de aanbestedingsprocedure en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234, § 3 van de nieuwe gemeentewet - 80.555,00 € (excl. btw) dus 97.471,55 € (incl. btw 21 %) - Artikel : 423/741-52/82-20261119.
- 21 april 2026 : Opdrachtcentrale : Aankoop van een elektrische afvalstofzuiger met eenhogedrukreiniger - Goedkeuring van de uitgaven, gunningsprocedure, bestek en de te raadplegen ondernemingen - Toepassing van artikel 234, § 3, van de nieuwe Gemeentewet - 27.813,06 € Artikel : 875/744-51/58-20260044.
- 21 april 2026 : Gemeentelijke Bibliotheken : Bibliotheken.- Aankoop van meubilair - Gunning envastlegging van de uitgave.- Financieringswijze.– Informatie voor de Raad - 2.269,26€ - Artikel : 76701/741-51/FR/73-20260087.
- 5 mei 2026 : Nieuwe technologieën - Computerisering van diensten - JBOD-vernieuwing Serverruimte 2 - Goedkeuring van de uitgavenverplichting, van de wijze van gunning van het contract (INF554) - 14.450,63 € (incl. btw) - Artikel : 139/742-53/53-20260003.
- 5 mei 2026 : Milieu : Studieopdracht : landschapsarchitectuur en waterbeheer van een deel van de Beeldhouwerslaan en de Groeselenbergstraat. Vastlegging van de uitgave voor de fase "Uitvoeringsdossier en aanbestedingsdossier voor de raadpleging van aannemers" en indiening van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning. Kennisneming door de gemeenteraad 9.534,80 € - Artikel : 879/747-60/93-20260123.
- 5 mei 2026 : Wegenis : Parking aan de achterzijde van het Sint-Jobsplein – uitvoering vansonderingen – gunning van de opdracht – verbinding van de uitgave - 1.141,03 € (901,41 € excl. btw + 239,62 € btw) - Artikel : 421/122-02/82 (te scheppen).
- 5 mei 2026 : Opdrachtcentrale : Aankoop van tuingereedschap – Goedkeuring van de voorwaarden, de aanbestedingsprocedure en de te raadplegen bedrijven – Toepassing van artikel 234, lid 3 van de gecoördineerde Nieuwe Gemeentewet - 30.989,00 € (excl. btw) dus 37.496,69 € (incl. btw 21 %) - Artikelen : 722/124-02/40, 75101/124-02/40, 75102/124-02/40, 766/124-02/83, 875/124-02/62, 878/124-02/52 en 84401/124-02/90.
- 12 mei 2026 : Onderhoud : Herstellingen en het in overeenstemming brengen van alarminstallaties in verschillende gemeentelijke gebouwen voor de periode van 1 mei 2026 tot en met 30 april 2028 (met de mogelijkheid om de opdracht tweemaal te verlengen voor een periode van telkens een jaar, zijnde tot en met 30 april 2030 het laatste) -Overheidsopdracht voor diensten Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden - Kennisneming door de Gemeenteraad - 140.000,00 € (excl. btw 21 %) dus 169.400,00 € (incl. btw 21%) vanaf 1 mei 2026 tot 30 april 2028 en twee keer verlengbaar dus tot 30 april 2030 - Diverse artikelen van economische code .../125-06/85 (Begrotingsjaren 2026 tot 2030).
- 12 mei 2026 : Onderhoud : Bewaking en toezicht op afstand in verschillende gemeentelijke gebouwen voor de periode van 1 mei 2026 tot en met 30 april 2028 (met de mogelijkheid om de opdracht tweemaal te verlengen voor een periode van telkens een jaar, zijnde tot en met 30 april 2030 het laatste) - Overheidsopdracht voor diensten- Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden - Kennisneming door de Gemeenteraad - Diverse artikelen van economische code .../125-06/85 et 124-06 (Begrotingsjaren 2026 tot 2030).
- 12 mei 2026 : Nieuwe technologieën : Digitalisering van de diensten – Dienstencontract voor de verlenging van het onderhoud van het „Mitel“-telefoonsysteem – Goedkeuring van de voorwaarden, de aanbestedingsprocedure en de te raadplegen bedrijven – Toepassing van artikel 234, lid 4, van de Nieuwe Gemeentewet (INF558) – Ter kennisneming door de Raad - 38.358,95 € (excl. btw) dus 46.414,33 € (incl. btw) - Artikel : 139/123-13/53.
- 12 mei 2026 : Opdrachtcentrale : Aankoop van signalisatiemateriaal 2026 - Vervolg Goedkeuring van de voorwaarden, de aanbestedingsprocedure en de te raadplegen bedrijven Toepassing van artikel 234, § 3 van de nieuwe gemeentewet - 9.917,35 € (excl. btw) dus 12.000 € (incl. btw 21 % - Artikel : 875/741-52/58-20260043.

- 19 mei 2026 : Asfalteringen Homborchwijk - Dienstjaar 2026. - Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de uitgave van 194.740,43 € BTW inbegrepen, artikel 421/731-60/82

19 mei 2026 : Computerisering van diensten - Dienstencontract voor interventies Netwerk- en systeemengineers - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningsprocedure en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234 §4 van de Nieuwe Gemeentewet (INF547) - 39.930,00 € Artikel : 139/122-02/53

Secrétariat central - Centraal secretariaat

21 **Motion déposée par M. Assal pour le groupe PS relative à la préservation du parc du site de l'ancien home Brugmann et du jardin collectif Myosotis-Cauter. (Complémentaire)**

Motie neergelegd door de heer Assal in naam van de groep PS betreffende het behoud van het park op het terrein van het voormalige Brugmann-tehuis en de gemeenschappelijke tuin Myosotis-Cauter. (Aanvullend)

22 **Interpellation de M. Cools: la mutualisation des espaces de stationnement. (Complémentaire)**

Interpellatie van de h. Cools: het gezamenlijk gebruik van parkeerplaatsen. (Aanvullend)

23 **Interpellation de M. Cools: l'organisation d'une seconde journée sans voiture (Complémentaire)**

Interpellatie van de h. Cools: de organisatie van een tweede autovrije dag (Aanvullend)

24 **Question orale de Mme Nagelmackers : Ville amie des aînés- report du 23/04/2026**

Mondelinge vraag van Mevr. Nagelmackers : Age-Friendly City.- uitstel van 23/04/2026

25 **Question orale de M. Cools : les contractuels subventionnés.- report du 23/04/2026**

Mondelinge vraag van de h. Cools: gesubsidieerde contractmedewerkers.- uitstel van 23/04/2026

26 **Question orale de M. Assal : le suivi de l'exécution des peines de travail au sein des services communaux à Uccle- report du 23/04/2026**

Mondelinge vraag van de h. Assal : de opvolging van de uitvoering van werkstraffen binnen de gemeentelijke diensten in Ukkel.- uitstel van 23/04/2026

27 Question orale de Mme Kabachi : la mise en œuvre de l'EVRAS dans les écoles communalesreport du 23/04/2026

Mondelinge vraag van Mevr. Kabachi: de invoering van EVRAS in de gemeentelijke scholen.uitstel van 23/04/2026

28 Question orale de Mme Sirtaine : l'aide apportée aux citoyens pour les déclarations fiscales. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van mevr. Sirtaine: hulp aan de burgers bij het invullen van belastingaangiften. (Aanvullend)

29 Question orale de M. Tojerow : la donation avec charge réalisée par Georges Brugmann au profit de la commune d'Uccle. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Tojerow: de schenking met tegenprestatie door Georges Brugmann ten bate van de gemeente Ukkel. (Aanvullend)

30 Question orale de Mme Kabachi : les immeubles et terrains à l'abandon. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van mevr. Kabachi: leegstaande gebouwen en terreinen. (Aanvullend)

31 Question orale de Mme Maison : l'emploi des personnes en situation de handicap dans l'administration ucquoise. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van mevrouw Maison: de tewerkstelling van personen met een handicap bij het bestuur van Ukkel. (Aanvullend)

32 Question orale de M. Mercenier : les bacs à fleurs de l'avenue Buysdelle. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Mercenier: de bloembakken in de Buysdellaan. (Aanvullend)

33 **Question orale de Mme Maison : les expulsions domiciliaires. (Complémentaire)**

Mondelinge vraag van mevr. Maison: huisuitzettingen. (Aanvullend)

34 **Question orale de M. Cools : les évènements dans le Bois de La Cambre. (Complémentaire)**

Mondelinge vraag van de heer Cools: de evenementen in het Ter Kamerenbos. (Aanvullend)

35 **Question orale de M. Lambert-Limbosch : les commerces éphémères. (Complémentaire)**

Mondelinge vraag van de h. Lambert-Limbosch: tijdelijke winkels. (Aanvullend)

36 **Question orale de Mme Van Offelen : Valorisons nos chemins et sentiers communaux. (Complémentaire)**

Mondelinge vraag van mevr. Van Offelen: Laten we onze gemeentelijke wegen en paden opwaarderen. (Aanvullend)

37 **Question orale de Mme de Lobkowicz : la gestion de la faune urbaine dite « nuisible » sur le territoire de la commune d'Uccle. (Complémentaire)**

Mondelinge vraag van mevr. de Lobkowicz: het beheer van zogenaamd "schadelijk" stadswild op het grondgebied van de gemeente Ukkel. (Aanvullend)

38 **Question orale de M. Junqué : la souveraineté numérique (Complémentaire)**

Mondelinge vraag van de h. Junqué : digitale soevereiniteit. (Aanvullend)

39 **Question orale de Mme Duvieusart : Open air « Hangar » au Bois de la Cambre : quel bilan pour les riverains ucclois et la biodiversité ? (Complémentaire)**

Mondelinge vraag van mevr. Duvieusart: Open air festival "Hangar" in het Ter Kamerenbos: wat is de balans voor de burgers van Ukkel en de biodiversiteit? (Aanvullend)
